

BUCHENWALD - DORA

BULLETIN EDITÉ PAR L'AMICALE DES DÉPORTÉS, RÉSISTANTS, PATRIOTES
ET FAMILLES DE DISPARUS DE BUCHENWALD-DORA ET KOMMANDOS DÉPENDANTS

RÉDACTION - ADMINISTRATION
PERMANENCE DE L'AMICALE

10, rue Leroux - PARIS 16^e
Téléphone : KLÉBER 84-05

NUMÉRO 17

Janvier-Février-Mars 1953

PRIX : 20 FRANCS

Il y a huit Ans!

UI, il y a huit ans qu'en libérant Buchenwald, nous avons libéré et rendu à la vie les 25.000 hommes que détenait encore le K. L. B.

Nous n'avons rien oublié de ce que nous avons vu, subi et accompli pendant les mois passés dans ce camp de concentration : les misères, les souffrances, les chagrins, certes, mais aussi ce que certains ont pu oublier ou peuvent avoir intérêt à nier : la solidarité qui sauva tant d'existences, le sabotage qui affaiblit le rendement des usines de guerre hitlériennes, la résistance qui usa le moral de l'ennemi.

Si nous y pensons toujours et si nous voulons que cela ne soit jamais oublié, c'est moins pour nous — les survivants — que pour la mémoire de nos glorieux camarades morts et que pour ceux qui connaissent et pour ceux qui pourraient connaître encore les affres de l'arrestation, des interrogatoires, de la cellule et des camps de la mort lente.

Nous, les rescapés, ceux de notre grande amicale née là-bas, nous n'entendons pas que notre rôle se limite à pleurer éternellement sur nos morts et sur nos souffrances.

Nous n'oublierons jamais les horreurs des prisons et des camps ! Nous n'oublierons jamais nos compagnons dont les corps furent consumés dans les fours crématoires ! Nous n'oublierons jamais ce qui nous fut demandé par ces compagnons de misère disparus !

Mais, nous n'oublierons jamais non plus les serments prêtés au jour de la libération, de n'avoir de cesse ni de repos que les coupables de

par **F.-H. MANHÈS**

crimes n'aient été châtiés, de n'avoir aidé à réaliser un Monde de paix et de liberté ! « Cela, nous le devons à nos camarades morts !... Cela, nous le devons à leurs familles éplorées ! »

Nous sommes restés — avant tout — des résistants, que nous ayons été ou non reconnus officiellement comme tels, car ce n'est pas un papier, même officiel, qui fait la qualité d'un homme mais bien son cœur, sa volonté, la valeur aussi qu'il accorde à la parole donnée.

Nous poursuivons « notre » combat, selon la volonté exprimée par « nos » morts, ce combat que nous avons jugé nécessaire de livrer entre 1940 et 1945, pour libérer notre Patrie et pour que les enfants de France ne soient pas les esclaves ou les soldats mercenaires d'un régime d'où serait banni ce grand héritage de nos pères : La Liberté !

Notre serment d'avril 1945, nous l'avons renouvelé, avec nos camarades allemands, une première fois le 13 août 1950, devant les tombes de nos camarades, à Buchenwald. « Il s'agissait d'empêcher la réalisation d'un plan mettant l'énorme puissance économique et militaire qu'est l'industrie de la Ruhr entre les mains d'hommes déjà « responsables de deux guerres mondiales ». Ce plan est aujourd'hui, malgré nos efforts, à la base de la fameuse Communauté européenne de préparation à la guerre.

Notre serment, nous l'avons renouvelé une seconde fois, c'était le 11 avril 1952. Familles de disparus et rescapés délégués par leurs camarades d'Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, Espagne, France, Grèce, Hollande, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et U.R.S.S. ont prêté serment « de « rester unis, comme à Buchenwald, pour que les peuples ne connaissent « plus jamais les souffrances et la honte du fascisme, les destructions « irréparables des guerres au napalm, à la bombe atomique et aux « armes bactériologiques, pour que tous les peuples puissent vivre dans « la Paix, la liberté, la dignité d'eux-mêmes et de leurs patries respectives. »

Aujourd'hui, 11 avril 1953, en nos âmes et consciences, devant le tombeau du soldat inconnu ou devant les monuments aux Morts des guerres et de la Résistance, nous prêterons le serment solennel de ne pas laisser profaner la mémoire de ceux qui sont morts victimes de la barbarie hitlérienne en laissant réarmer leurs bourreaux, d'exiger que la personne humaine et les libertés individuelles soient respectées, d'écartier la menace, que ferait peser sur nos foyers et sur la vie de nos enfants, la ratification des accords de Bonn et du traité de Paris qui portent en eux de lourds dangers d'agression et d'invasion, que les déportés de Buchenwald doivent prévenir comme ils doivent prévenir toute menace qui serait dressée contre la Liberté.

Chaque fois qu'une atteinte sera portée ou risquera d'être portée aux libertés individuelles et à cette grande Liberté si chère à tous, les hommes de Buchenwald, demeurés respectueux du serment prêté sur l'Appelplatz le 13 avril 1945, se dresseront, comme ils surent le faire — **HIER !** —

Ils savent en effet que c'est par des atteintes aux libertés individuelles que commence toujours **L'ATTENTAT CONTRE LA LIBERTÉ D'UN PEUPLE** et ils ne resteront jamais passifs devant de nouvelles tentatives d'asservissement du Peuple de France !



► **DATE SYMBOLIQUE** pour tous les déportés du monde qui l'ont choisie, non pas comme un jour de fête, mais comme le jour où se ranimeront tous les souvenirs du combat clandestin.

► **JOUR DE RECUEILLEMENT**, jour de glorification des disparus, jour de rappel des engagements pris et des promesses faites, jour de communion spirituelle des vivants et des morts, jour de renouvellement des serments solennellement faits.

8^{ue} Anniversaire

DE LA LIBERATION
DU CAMP

Dimanche 10 Mai

11 h. 45

Repas fraternel

Salle M. BERTHELOT - Montreuil-sous-Bois

16 heures

Projection de 3 films sur Buchenwald-Dora

Salle M. BERTHELOT - Montreuil-sous-bois

Devant ce Cénotaphe érigé sur l'Appel-Platz du camp

les 22.000 rescapés prêtaient
serment le 19 Avril 1945



« ...NOUS JURONS, sur ces lieux de crimes fascistes, devant le monde entier, que nous abandonneront seulement la lutte quand le dernier des responsables sera condamné devant le tribunal de toutes les nations. L'écrasement définitif du nazisme est notre tâche. »

« ...Notre idéal est la construction d'un monde nouveau dans la Paix et la Liberté... »

A PROPOS DE L'ARTICLE DE M. MAZEAUD

« Le Déporté », en publiant dans son numéro 55 (janvier 1953), une lettre qui fut adressée au Colonel Manhès par M. Georges Straka, professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Strasbourg, a cru utile d'ajouter : « lettre que le colonel Manhès s'est bien gardé de reproduire. »

La lettre porte la date du 22 décembre 1952 et M. Georges Straka l'a adressée au colonel Manhès en sa qualité de président de l'Amicale de Buchenwald sans en demander l'insertion.

Cependant, comme il semble que cette publication doive être agréable à l'auteur, nous nous empressons de déférer à ce désir.

Voici cette lettre :

Université de Strasbourg
FACULTE DES LETTRES
INSTITUT DE PHONETIQUE

Strasbourg le 22-12-1952.

A Monsieur le Président de l'Amicale des Déportés de Buchenwald.

Monsieur le Président,

Je vous prie de rayer mon nom de la liste des membres de l'Amicale de Buchenwald et de ne plus m'envoyer le bulletin « Buchenwald-Dora ». En effet, je suis en plein désaccord avec l'esprit sectaire qui prédomine dans votre Amicale et avec les tendances politiques qui s'y font jour. Par ailleurs, j'ai trop connu le fonctionnement de l'« Administration » intérieure du camp et l'activité douteuse du « Comité clandestin des intérêts des Français de Buchenwald », pour pouvoir approuver le contenu des divers articles que votre bulletin publie pour glorifier l'activité de ces deux institutions buchenwaldiennes aussi redoutées de la majorité des déportés que les S.S. et la Gestapo. La « lettre ouverte » à M. Mazeaud » parue dans le dernier numéro et dont je viens de prendre connaissance avec indignation est une preuve éclatante de la façon dont vous concevez la vérité; j'ai vécu la libération de Buchenwald, observant de près le dénoûment des événements, et je connais par conséquent la vérité sur la libération du camp; elle diffère de ce que vous prétendez être LA VÉRITÉ.

Dans ces conditions, je ne peux pas continuer à adhérer à votre Amicale. Mon adhésion pourrait donner l'impression que je m'associe à vos conceptions politiques et à la façon dont vous déformez les faits historiques.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Georges STRAKA,

Professeur à l'Université de Strasbourg, ancien déporté de Buchenwald, n° Mle 42.031.

Certains camarades pourraient suivre M. Straka dans son opinion, pensant que celle-ci n'a pas varié et qu'il pensait déjà ainsi en 1945.

Il est donc nécessaire de faire connaître que M. Straka et ses collègues ne manifestaient nullement de telles appréciations au lendemain de la Libération du camp, puisqu'ils remettaient, le 22 avril 1945, « au Comité français du camp de Buchenwald », le document que nous reproduisons ci-contre et qui nous fait ressortir l'accord des membres du groupe de l'Université de Strasbourg avec le C.I.F.

La dernière phase du document est particulièrement significative : « Ils (les membres de l'Université de Strasbourg, maîtres et étudiants) enregistrent avec plaisir l'accord du Comité français à ces vues qui s'est traduit par la convocation d'un représentant ». Ce représentant, un professeur de sciences (qui représentait déjà le groupe de Résistance « Alsace-Lorraine » au Comité clandestin), prit part à la réunion des représentants des groupes de Résistance (convoqués par le bureau du C.I.F., qui estimait sa tâche terminée), le 19 avril 1945, à 10 heures du matin, à l'Institut d'hygiène (block 50).

Pour permettre aux représentants de groupements et organisations de la Résistance de se prononcer en toute liberté et hors de tout problème de personnes, le président avait remis à l'Assemblée, la démission collective des membres du bureau clandestin : Manhès, Forcinal, M. Paul, Vautier, Jattefaux, Darsonville avait quitté le camp avec un convoi d'évacuation le 8 avril.

L'Assemblée délibéra et elle vota les décisions suivantes :

1° Approbation avec félicitations de la gestion du Comité clandestin;

2° Réélection des membres de l'ancien bureau clandestin : Manhès, Forcinal, Marcel Paul, Eug. Thomas, Vautier, Jattefaux, comme représentants publics et officiels du Collectif français alors libre.

Le représentant de l'Université de Strasbourg avait voté ces deux décisions qui furent d'ailleurs adop-

tées à l'unanimité des délégués des 25 groupes ou organisations de Résistance encore présents au camp.

Que signifie l'opinion émise par M. Straka en 1952? Son désir de diviser les déportés pour des raisons qui ne sont que trop apparentes.

Le Bureau de l'Amicale de Buchenwald,

3 mars 1953.

Buchenwald-Weimar le 12 avril 1945

« Au Comité Français du camp de Buchenwald »

Les membres de l'Université de Strasbourg, maîtres et étudiants, attirent l'attention du Comité Français sur les faits suivants:

- 1) Pendant toute l'occupation, l'Université de Strasbourg, repliée à Clermont-Ferrand, a été un foyer intense de résistance intellectuelle, morale et matérielle à l'invasisseur.
- 2) Son existence même, après l'armistice, a été constamment considérée comme provocation par les occupants, et souvent par 1 leurs collaborateurs français, bien plus que ceux des autres Universités françaises, ses membres, maîtres ou étudiants, ont été en danger constant depuis le début. Ils n'en ont pas moins continué leur action.
- 3) Par deux arrestations massives en juin et novembre 1943, par de nombreuses arrestations individuelles de ses membres, l'ennemi lui a fait payer un lourd tribut, unique dans l'Université française. Un grand nombre de membres du corps enseignant et d'étudiants ont été déportés. Beaucoup sont morts dans les prisons françaises et dans les camps de concentrations allemands.
- 4) En conséquence, ses membres estiment que, sans figurer sur la liste française officielle des groupements de résistance, l'Université de Strasbourg doit être considérée à tous points de vue comme un pareil groupement. Ils entendent rester unis après la guerre pour le maintien des principes pour lesquels ils ont lutté, et pour le renom de cette grande Université française sur le Rhin. Ils enregistrent avec plaisir l'accord du Comité Français à ces vues qui n'est traduite par la convocation d'un représentant.

Ci-joint la liste des signataires.

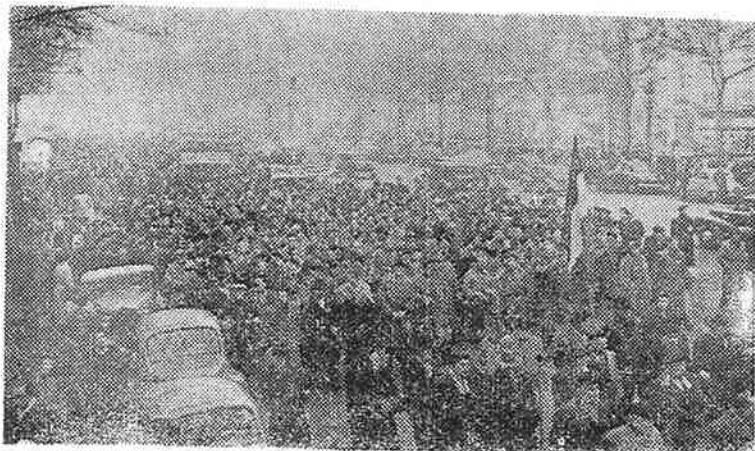
UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

Liste des membres présents à Buchenwald, le 19.4.45.

Hauter	Charles	42094	Professeur	Theologie
Eppel	Robert	78 779	id	id
Kirrmann	Albert	43 420	id	Sciences
Waits	Robert	120 522	id	Médecine
Klein	Marc	128 515	id	id
Hering	Hermann	43418	id	Sciences
Straka	Georges	43 031	id	Lettres
Thomas	Guy	41 402	Assistant	Médecine
Fischer	Serge		Bibliothécaire	Université
Subr	Paul	53 124	Étudiant	Médecine
Greiner	Georges	371292	id	id
Feldmann	Laurent	31 306	id	id
Keipinger	Bernard		id	id
Masfela	Marcel	31 288	id	id
Grenadier			id	id
Weil	Robert	128 518	id	Sciences
Adam	Bernard	42 127	id	id
Vetter	Bernard	30 619	id	Pharmacie
Herbst	Jean	20 770	id	Droit
Majrusak	Solekav		id	
Nikolitch	Georges	41 023	id	Sciences

Délégué au Comité Français: Hering Block 50.

Les Déportés étaient nombreux...



...parmi les milliers d'Anciens Combattants qui ont manifesté sur les Champs Élysées contre les 50 milliards « d'indemnité de guerre » à KRUPP et le Réarmement de l'Allemagne de l'ouest.

La Lettre de Monsieur Mazeaud

14 Novembre 1952,

M. le Colonel F. H. MANHÈS

Directeur du Patriote Résistant, 10, rue Leroux, Paris-16^e

Monsieur le Colonel,

Je viens de prendre connaissance de la « lettre ouverte » que vous m'avez adressée dans votre journal Le Patriote Résistant du 1^{er} novembre — numéro que vous avez omis de m'envoyer. Je vous prie, conformément à l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881, d'insérer dans votre prochain numéro, à la même place, avec

les mêmes caractères et dans son intégralité, la présente lettre qui constitue ma réponse.

Sans même vous donner la peine de citer les termes que j'ai employés, vous me traitez de menteur et de difamateur. Je rétablis les faits.

Sous le titre : « Pour une histoire de la Résistance », j'ai écrit dans le numéro de septembre-octobre 1952 du journal Le Déporté : « L'histoire générale de la Résistance française reste à écrire. Bientôt il sera trop tard. Les témoins sincères et désintéressés auront disparu. Les modestes s'enfonceront dans l'oubli. Resteront les matamoras; parés des plumes du paon, ils contenteront leurs exploits sans la crainte des contradicteurs, accablant de belles fables, comme la libération de Buchenwald où une poignée de « braves » se substitua à l'armée Patton ! Ces « braves » attendirent, pour se montrer, que le dernier S.S. eut quitté le dernier mirador et leur troupe martiale ne se heurta qu'aux chars américains ».

Telle est la vérité, si pénible qu'elle soit à l'ex-chef militaire de la Brigade française d'action libératrice au camp de Buchenwald ».

Témoin de la libération de Buchenwald, j'ai vu défilier la « brigade d'action libératrice ». Elle ne s'est pas battue. La raison en est simple : lorsqu'elle s'est montrée, les S.S. avaient filé devant les blindés américains. La preuve : si elle s'était battue, sans doute aurait-elle essuyé des coups de feu de la part des S.S. qui, eux, étaient armés ; or, elle n'a pas essuyé aucun coup de feu et n'a eu ni tué ni blessé. Et comment se serait-elle battue ? Elle disposait pour toutes armes de quatre ou cinq fusils.

Elle a fait, écrivez-vous, « près de 800 prisonniers S.S. ». Avec cinq fusils faire prisonniers 800 S.S. armés pour le combat, c'est une action digne de la légende. Vous vous êtes couvert de gloire, monsieur le Colonel. Mais prenez-vous les déportés de Buchenwald pour des aveugles et des imbéciles ? Cela se voit, 800 prisonniers S.S. Où les aviez-vous mis ? Si mes souvenirs sont exacts, vous avez ramassés cinq ou six S.S. qui, n'ayant pu rejoindre les fuyards, s'étaient dissimulés du côté du potager et qui se sont rendus sans aucune résistance.

Une autre fois encore, à vous en croire, j'ai menti et j'ai diffamé mes camarades de déportation : « Au cours de conférences faites au Caire, en 1949 ». Il s'agit de deux conférences, données l'une au Caire le 14 mai 1948, l'autre à Alexandrie le 1^{er} juin 1948; le texte a été publié dans la Revue des Conférences Françaises en Orient (12^e année, n° 10, oct.-1948). J'y ai visé, écrivez-vous, « la double et horrible domination du parti nazi et du parti communiste ».

C'est exact. Les S.S. avaient confié aux communistes toute la direction interne du camp. Lagerschultz, Kapo, Vorarbeiten, Blockältester, Stubendienst, ces seigneurs aux mains blanches qui tyrannisaient les autres prisonniers et mangeaient triples ou quadruples rations, étaient pour la plupart des communistes. Les fonctionnaires de l'Arbeitsstatistik, qui effectuaient les désignations pour les transports d'extermination, étaient des communistes. Les juges des tribunaux clandestins qui siégeaient le soir dans les blocks et condamnaient à mort, étaient des communistes.

Mais, si les chefs communistes de Buchenwald portent ainsi de lourdes responsabilités l'idéal communiste a eu, sans conteste, ses héros et ses saints. Je l'ai dit en Égypte. Vos informateurs ont probablement omis de vous le rapporter. Voici le texte : « ...Et d'autres qu'animait la foi communiste; les sincères et les petits qui souffraient pour leur mystique, comme leurs camarades souffraient pour leurs patries. Les uns et les autres, des âmes d'amour, des cœurs purs. Je les ai vus donner même leur pain. Je les ai vus donner même leur force. Je les ai vus donner même leur vie. Ils ont l'amour. Ils ont une âme. Ils ont la vie ».

Je n'ai « su être là-bas, m'écrivez-vous, qu'un de ceux qui n'ont rien fait d'autre que d'attendre passivement la mort ou la libération ». Peut-être, mais en mourant, à la même table, de la même façon que les autres, en conservant l'amour des autres dans le cœur et des mains pures pour tendre aux veuves et aux survivants.

Je vous plains, Monsieur le Colonel,

Léon MAZEAUD,
Déporté à Buchenwald,
n° 77.488

La réponse du Colonel MANHÈS à M. Mazeaud

2 Mars 1953.

M. L. MAZEAUD, professeur de Droit à la Faculté de Paris, Président de la F.N.D.I.R., 55, boulevard Lannes, PARIS (XVI^e).

Monsieur,

Je viens répondre à la lettre que vous m'avez adressée le 24 novembre; au préalable, je résume les faits :

Vous avez publié dans Le Déporté n° 51-52 (sept.-oct. 1952) un article intitulé « Pour une Histoire de la Résistance ». De cet article, j'ai relevé un paragraphe qui n'ajoutait rien à votre désir de voir écrire une Histoire de la Résistance, mais qui était, systématiquement, insultant pour l'ensemble des hommes qui poursuivirent, au camp de Buchenwald, le combat de la Résistance, et je vous ai répondu, comme il était de mon devoir, par une « lettre ouverte » insérée dans Le Patriote Résistant n° 150 (1^{er} novembre 1952).

Vous m'avez alors adressé une lettre recommandée datée du 14 novembre parvenue après la parution du n° 151. Cette lettre contenait la réponse que vous entendiez faire à ma lettre et vous en demandiez l'insertion dans Le Patriote Résistant.

Le 24 novembre, je vous informais, par lettre recommandée, que votre lettre serait insérée, et vous aviez satisfaction dans le n° 153 du Patriote Résistant.

Malgré cette lettre, le 13 décembre 1952, vous avez cru devoir m'assigner en correctionnelle parce que votre lettre n'avait pas été insérée dans le premier numéro du Patriote Résistant paru après réception de votre lettre et vous avez demandé, pour cette insertion retardée, un million de francs de dommages-intérêts.

Nous sommes allés en correctionnelle le 16 février 1953 et, l'affaire ayant été renvoyée, nous y retournerons le 9 mars prochain.

C'est là le résumé de faits qui démontrent votre intention de barrer la route à l'unité.

Maintenant, je ne m'adresse plus à M. MAZEAUD, je m'adresse au Président de la F. N. D. I. R. parce

que je pense qu'à l'époque où le pays vit de nouveau des heures douloureuses, c'est vers l'union de tous les anciens déportés et internés, des familles de nos compagnons disparus que doivent tendre nos efforts.

Ne croyez-vous pas que de meilleurs résultats pourraient être obtenus dans la reconnaissance des droits des Résistants et des Déportés, comme en faveur des victimes, des veuves et des orphelins ?

Ne croyez-vous pas que des campagnes pourraient être menées et des interventions faites, côté à côté, par nos Fédérations, contre les mesures qui attentent à la Résistance et à la Déportation, comme les jugements prononcés des assassins du Struthof, de Schirmeck, de la rue de la Pompe et d'Oradour-sur-Glane.

Comme la libération et la réhabilitation de ces criminels ? La reconstitution des organisations terroristes et paramilitaires en Allemagne occidentale ? L'emploi des hitlériens aux postes les plus élevés de l'Administration civile et militaire ainsi que dans le personnel politique de Bonn ? L'attribution d'une indemnité fabuleuse au criminel de guerre Krupp ?

Ou encore, contre des accords et traités qui tendent à faire revivre les organisations des S. S. et de la Gestapo ? Une Wehrmacht agressive sous commandement de généraux hitlériens condamnés — hier — comme criminels de guerre ?

Le cri qui monte des ruines d'Oradour est le même que celui qui s'élevait des charniers de l'Allemagne hitlérienne. S'unir pour ne plus jamais revoir ça ! Y resterez-vous insensible ?

Je ne sais quel sort sera fait à cette nouvelle offre tendant à mieux servir la cause de la Déportation; je pense que vous voudrez bien la publier dans Le Déporté, dès que possible, comme je vais la faire publier dans Le Patriote Résistant. En tous cas, je vous prie de noter que j'en réclamerai l'insertion comme réponse à votre lettre que nous avons insérée dans le n° 153 du Patriote Résistant.

Recevez, Monsieur, mes salutations patriotiques.

Frédéric-H. MANHÈS,

Déporté à Buchenwald

Matricule 42.040

Président de la F. N. D. I. R. P.

Préparons dans l'Union le Congrès de l'Amicale

Le Conseil d'Administration de l'Amicale des Déportés, Résistants, Patriotes et Familles des Disparus de Buchenwald, Dora et des commandos dépendants convoque le III^e Congrès National :

les 13 et 14 Juin 1953

à l'Hôtel de Ville de Tours (I.-et-L.)

Ordre du jour :

- 1^o Rapport moral du Conseil d'Administration ;
- 2^o Rapport du Trésorier National ;
- 3^o Elections du Conseil d'Administration et de la Commission Nationale de Contrôle Financier.

MODE DE PARTICIPATION

En application de l'article 16 des statuts la représentation est fixée comme suit :

- a) Des adhérents en règle avec les statuts et pouvant se rendre au lieu fixé pour l'Assemblée. Chaque adhérent ne peut disposer que d'une voix ;
- b) Des délégués des Assemblées départementales dont chacune est élue par les représentants des sections du département, chacun des dits délégués disposant du nombre de voix qui les a mandatés à l'Assemblée départementale.

Le Secrétariat National est habilité pour prendre des mesures dans les limites des statuts afin que ce III^e Congrès National soit deux journées ardentes d'Union des Rescapés et Familles de Disparus sans aucune distinction d'appartenance.

Le Bureau National.

- Notre Activité sociale -

Comme chaque année, la F. N. D. I. R. P. ouvre les portes de ses colonies de vacances aux enfants des Anciens et Familles de Buchenwald-Dora.

Cette année, nos enfants pourront aller faire provision de bonne santé soit à Prats-de-Mollo (Pyrénées-Orientales) ; réservée aux orphelins des deux sexes d'âge scolaire des départements de Seine, Seine-et-Oise, Nord et Pas-de-Calais ; soit à Paramé (Ille-et-Vilaine), aux enfants d'âge scolaire ; soit en Belgique et à l'Île de Guernesey (placement familial) ; soit en Roumanie, Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne,

République Démocratique Allemande (enfants les plus nécessiteux de 13 à 15 ans).

Demandez renseignements et faire inscriptions à l'Amicale avant le 20 avril.

Agissons dans l'Union

Marcel PAUL

doit avoir sa carte D.I.R.

EN date du 12 décembre, Marcel Paul recevait signification du refus du titre de Déporté Résistant.

« L'intéressé ne remplit pas les conditions exigées par les conditions combinées des articles 1 et 2 du décret du 25 mars 1949 », indique la Commission Nationale pour justifier son refus.

Dans une lettre signée par le Directeur du Cabinet de M. Bergasse, Ministre des Anciens Combattants, il est écrit : « La Commission a maintenu ses premières conclusions, considérant que les pièces du dossier démontrent que l'arrestation a été la conséquence d'une activité politique et non d'un acte de résistance. »

Ainsi, la Commission, puis le Ministre, s'arrogent le droit d'établir une nouvelle définition de la « Résistance » en excluant de ce titre bon nombre de militants clandestins du Parti Communiste Français, Parti National et des Francs-Tireurs et Partisans Français, organisations qui jouèrent un rôle décisif dans la lutte patriotique sur le sol de France pour la libération de la Patrie.

Marcel Paul, ex-commandant des F. F. I., a été cité à l'ordre de l'armée, sur proposition de M. Michelet, pour ses actes multiples de Résistance.

Sur quoi donc, ces messieurs de la Commission Nationale, M. Debeaumarché en tête, s'appuient-ils ?

Ils ne peuvent s'appuyer que sur le jugement du Tri-

bunal hitlérien vichyste et sur les enquêtes policières sans doute menées par des policiers collabos réintégré.

Il ne peut en être autrement. Et c'est là qu'est le vrai scandale des cartes D. I. R. ainsi que la preuve que M. Debeaumarché et ses amis, trahissant l'esprit de la Résistance et des camps, se livrent à une honteuse, déshonorante et inadmissible discrimination politique.

Ensemble, intensifions nos efforts auprès du Ministre des Anciens Combattants et du Président de la Commission des Pensions de l'Assemblée Nationale pour exiger que, dans l'examen de nos demandes, il n'y ait plus :

— De références aux enquêtes de police ni aux jugements des Tribunaux hitlériens, vichystes ou allemands ;

— Ni de ces décisions discriminatoires, et que le rejet soit annulé et que la carte de Déporté Résistant soit délivrée au Résistant Marcel Paul tombé aux mains de l'ennemi dans l'accomplissement de son devoir.

Tous les Anciens et Familles de Buchenwald-Dora ressentent ce rejet comme un outrage personnel.

Envoyez-nous votre protestation individuelle à l'Amicale, qui transmettra au Ministre.

C'est une véritable tempête de protestations qui doit s'abattre, car, obtenir la carte D.I.R. pour Marcel Paul, c'est créer les conditions pour une distribution rapide et honnête des cartes D. I. R.

Lucien CHAPELAIN.

A BUCHENWALD

Guy DUCOLONÉ fut un exemple

Nous étions déjà ensemble à la prison de Melun. Déjà là, tout jeune, il n'hésitait devant aucun sacrifice. La solidarité envers tous était pour lui une chose toute normale.

Ensemble nous sommes partis pour Buchenwald. Ensemble toujours, nous avons été affectés au block 45. Et nous nous sommes retrouvés dans le triangle de l'organisation clandestine française du block 45.

Là encore, beaucoup de camarades pouvaient le regarder comme exemple.

Je me souviens, entre autres faits, de l'arrivée dans notre block de deux jeunes de 17 et 15 ans, fils d'Israélites arrêtés à Belleville. Ces deux jeunes adolescents avaient déjà fait deux ans dans d'autres camps. Ils étaient dans un triste état. C'est Guy Ducoloné qui prit l'initiative visant à améliorer leur nourriture. C'est lui qui, à force de persuasion, réussit à décider l'ensemble des habitants du block à prélever, sur leur propre ration déjà si maigre. Et, tout jeune qu'il était, Guy n'avait que 13 ans, sa participation personnelle à cette solidarité alimentaire était toujours plus forte que celle des autres camarades.

Un autre fait qui situe bien Guy. Lors du bombardement des usines du camp, quand le petit bois où nous nous trouvions fut arrosé de bombes incendiaires, de matériaux de toutes sortes, retombant dans un fracas effrayant, les pins brûlaient..., un jeune Alsacien d'une quinzaine d'années s'affolait. Guy le pris avec lui, le coucha sous lui derrière un arbre, le protégeant de son propre corps pour le conserver à la Patrie.

Je cite ces faits parce que je les ai vus.

Je pourrais en citer beaucoup d'autres qui se sont produits durant les trois années que j'ai vécues avec lui.

Guy a été et reste notre fierté, car il a continué, depuis son retour, et continue, face à ses juges, notre lutte commune contre le réarmement de nos tortionnaires et pour une solution de Paix au problème allemand.

Amis, intensifions nos efforts pour l'arracher, lui et ses camarades, à la prison. Faisons circuler la pétition lancée par notre Amicale. C'est une tâche d'honneur pour chacun d'entre nous.

Marcel BINOT.

Accélérons et amplifions nos efforts pour la libération de Guy Ducoloné

Notre pétition pour la libération de Guy Ducoloné connaît un grand succès.

C'est ainsi qu'en quinze jours 1.925 signatures nous sont parvenues à l'Amicale, réparties sur 59 listes.

C'est notre Amicale des Côtes-du-Nord qui obtient les meilleurs résultats. Ainsi, notre ami Letouturier nous retourne une liste avec 90 signatures. Tous les signataires sont soit instituteurs, soit professeurs et de toutes les personnes sollicitées aucune n'a refusé.

Notre ami Dormois d'Echenaus (Haute-Saône) nous retourne une liste avec 86 signatures, alors que sa commune ne compte que 159 habitants, et il continue...

Les vieux parents de notre regretté camarade Gilbert, de Bezons, nous renvoie leur liste avec 57 signatures et un petit mot duquel nous extrayons cette phrase : « ...une simple famille qui n'oubliera jamais ».

Nos amis de Toulon viennent de nous remettre cinq listes avec 176 signatures. Nos camarades du Doubs cinq listes avec 151 signatures. Nos amis de Montargis trois listes avec 102 signatures.

Nos amis du Rhône, de l'Isère, de l'Indre-et-Loire et de la Loire-Inférieure se préparent à venir en délégation à Paris pour remettre les signatures recueillies dans leur département.

IL FAUT FAIRE PLUS. IL FAUT ACCELERER ET AMPLIFIER NOS EFFORTS POUR LA LIBERATION DE GUY DUCOLONE POURSUIVI POUR SON ACTION RESOLUE CONTRE LES ACCORDS DE BONN ET DE PARIS.

Qu'aucun d'entre nous ne garde chez lui la liste de pétition. Faites-la circuler rapidement, retournez-nous là ou à l'exemple de nos amis du Rhône ou de l'Isère, groupez-les et venez en délégation les déposer au Juge d'Instruction.

Cette action pour la défense des libertés nous est dictée par notre passé, notre fidélité à nos Morts et à leur combat.

Agissons plus rapidement.

docteur ROUSSET, PLANQUE, MAURY, PINEAU, ex-GRIMEAUX, P... TRAVAILLE, DUBOURG, ALRIC, MARTIN, FRANCK, OURLE, AUTIER, CHOUVY, COUTURIER lancèrent avec moi le fameux « appel du sucre » qui devait sauver tant de vie, n'est-ce pas : SANDER (industriel à Paris); FOURNIER (maire de Badonviller); abbé HENNOGUE, Général LUGAND, MICHAUT, etc., etc... et tout cela malgré la S.S. au risque de notre vie.

Mais MANHES, Marcel PAUL arrivent. C'est la coordination, l'organisation rationnelle de la solidarité.

Aider à survivre : oui, mais surtout aider à combattre. Te souviens-tu VUILLAUME (industriel de Mussy) et toi GLABAY de l'attaque du 11 avril ? Vous n'en croyiez pas vos yeux.

C'est cela en quelques lignes, la Solidarité à Buchenwald, c'est cela la vie des Patriotes dans les bagnes nazis,

C'est cela qu'on voudrait faire oublier pour blanchir plus aisément nos tortionnaires.

Non, nous n'oublierons jamais; UNIS à Buchenwald. Solidaires dans les camps. Nous le sommes aujourd'hui, nous le serons demain.

Gilbert SCHWARTZ 14597/31.

Jean PETRE, lieutenant-colonel de réserve, ex-chef régional de l'Armée secrète (R. 2) :

Le 20 mai 1946.

... Des quantités de camarades leur doivent, tout simplement, la vie. Et nous leur devons tout ce rayonnement qui auréole les Français quand la « solidarité » fut créée. Sur leur initiative, tout Français qui recevait un colis versait une part pour ceux, sans distinction de nationalité, qui ne recevaient rien. Les « droit commun » les plus endurcis en étaient attendris et les « frantzous » y ga-

gnèrent un ascendant précieux, qu'ils gardèrent jusqu'à la libération

Et quand vint cette libération, le camp de Buchenwald était organisé, non seulement militairement, mais encore administrativement, de façon qu'aucune « pagaille » ne survint et que tout le monde fut nourri à la fuite des boches affolés. Marcel PAUL et MANHES avaient tout prévu, tout organisé, malgré le risque personnel, on le conçoit aisément, qui s'attachait à leur activité clandestine.

camarades plus faibles et je les rassemble tous dans l'expression de ma reconnaissance, aussi bien l'intellectuel psychologue sachant convaincre les incrédules, que l'ouvrier, sincère militant convaincu de la défaite inéluctable des dictatures, que le prêtre toujours prêt à se dévouer et à consoler les infortunés. C'est dans cette immense espérance qui semblait ne pas devoir prendre fin que j'ai vu se manifester le plus clairement et de la façon la plus pure, une immense solidarité dans la douleur, fondée sur notre commune fierté d'être Français et de nous trouver entre bons et vrais Français.

Et c'est pourquoi, tous les soirs, avec émotion, nous nous tournions, tous ensemble vers la France et observions une minute de silence qui était un hommage ému adressé à notre Patrie et à ce qu'elle représentait pour nous, c'est-à-dire nos familles, nos villes, nos espoirs de retour et notre certitude de victoire et de revanche sur nos bourreaux.

J.-M. DALPIN, 181.583.

(1) Cet homme était l'ancien matricule 20.186, notre actuel Secrétaire général.

Et l'insurrection armée fut l'aboutissement de cette lutte clandestine menée depuis Juin 1943

La Résistance à Buchenwald

Extrait de l'article du lieutenant d'active Vanbreemersch, paru dans « AUX ARMES », Bulletin de Liaison de la XIV^e Région militaire, n° 10 de juillet 1945.

...Puis, il y eut, même à Buchenwald, les organisations clandestines. Les organisations de résistance se reconstituèrent. En particulier, on chercha à grouper tous les Français, sans distinction d'origine et d'opinion, dans le cadre du « FRONT NATIONAL », avec, comme seule condition, une garantie d'action patriotique en France et une bonne conduite dans le camp. L'organisation par « triangles » permit de garder le secret, tout en faisant passer les consignes, les thèmes de discussion sur des sujets politiques ou sociaux. Ainsi, l'on fit en sorte que le temps, passé en captivité, ne soit pas trop du temps perdu et que nous nous trouvions mieux préparés à l'action après ce retour en France auquel chacun espérait malgré tout. Dans le cadre du « F. N. », les informations circulaient, soutenant le moral, maintenant le contact avec la Patrie. Des rencontres précieuses se firent aussi : pour ma part, je me trouvais au triangle de tête de mon block, jeune officier d'active, côte à côte avec un chef de Jeunesses Communistes de la Seine, et notre actuel Ministre du Ravitaillement. Nous comprimes vraiment que l'union entre Français pouvait ne pas être un vain mot.

Il y eut aussi, sous l'impulsion du colonel Manhes, la mise sur pied des organisations de combat, pour se défendre en cas de besoin contre l'extermination ou forcer la Libération.

Ainsi, le prestige français remonta dans le camp et la France en recueillera les fruits, car il y avait à Buchenwald toute l'élite de l'Europe Centrale.

Et, lorsqu'arriva la lutte finale, elle nous trouva prêts.

Quand, le 10 avril, après de multiples évacuation partielles, vint l'ordre général d'évacuation, le collectif français se rassemble en deux colonnes ordonnées, les groupes de choc, régulièrement espacés, les moins affaiblis aux ailes.

Face à une évacuation qui, nous le savons, doit signifier extermination, le collectif français se prépare à jouer le tout pour le tout. Sur la route, entre Buchenwald, nous devons à un appel donné, sauter sur les S.S., les désarmer et tenter de forcer le passage vers les lignes déjà proches. Tentative désespérée, peut-être, mais mourir pour mourir. Il vaut mieux que ce soit en combattant. Cependant, le contre-ordre vient, l'évacuation est remise au lendemain et l'on nous renvoie à nos blocks.

Et c'est cette journée du 11 avril où l'on entend soudain la canonnade à proximité immédiate du camp; les premiers éléments de la VI^e armée blindée américaine arrivent. Alors, les Unités françaises sortent des blocks, se rassemblent et l'on se précipite aux barbelés et de là aux casernes, alors que les S. S. s'enfuient lâchement.

Avec l'armement hétéroclite récupérée, c'est ensuite la lutte côte à côte avec les premiers éléments américains qui longent le camp, nous ayant laissé l'honneur de nous libérer nous-mêmes; le nettoyage de ce repaire S.S. est effectué, des patrouilles sont poussées loin en avant vers Weimar. Les secteurs se répartissent : Russe, Français, Espagnol, etc...

ET CES SOLDATS D'UN NOUVEAU GENRE, DECHARNES, VETUS DE DEFROQUES, AU CRANE RASE, MAIS SOUTENUS PAR L'IVRESSE DE LA DELIVRANCE, FONT 250 prisonniers, EN 24 HEURES, QUI SONT LIVRES AUX AMERICAINS. LES-QUELS SONT, IL FAUT LE DIRE, ASSEZ STUPEFAITS.

Voici, rapidement esquissés, quelques aspects de la « Résistance » française à Buchenwald, détails vécus personnellement et grandes lignes que tous les anciens internés ont plus ou moins connues. Il n'y a là qu'un trop rapide tableau.

Je voudrais pouvoir rendre hommage à l'héroïsme obscur de tant de camarades, à cet héroïsme obscur dans la lutte contre la maladie, l'abrutissement, la pourriture physique et morale.

Je voudrais surtout que l'on n'oublie pas, en France, les milliers de Français, morts à Buchenwald, abandonnés, lentement torturés, loin de tout ce qu'ils aiment et qui, sur cette terre maudite, maintinrent — malgré tout — bien haut le Drapeau de la France.

Lieutenant VANBREMEERSCH.

Dans le numéro de notre « HUMANITE » paru au camp après la libération il était écrit entre autres, ceci :

« L'action menée jusqu'au 11 avril par la Section communiste française avait un double but : améliorer les conditions de vie faites au collectif français, élever son niveau politique et souder étroitement son unité ».

A ces objectifs il convient d'ajouter ceux que s'était fixés notre « Brigade Française d'Action Libératrice » formée de trois bataillons « Marceau », « St Just » et « Hoche » dont le premier comprenait une compagnie de choc composée de camarades particulièrement entraînés.

La section d'assaut que je commandais faisait partie de la Compagnie de choc. Une mission particulière lui était assignée : assurer la protection de la direction internationale (Internés) du camp pendant les opérations de libération, assurer son installation à la place de la Direction S.S. après capture ou extermination de celle-ci.

Les plans préparés prévoyaient les diverses formes d'action que nous pourrions être amenés à exécuter soit pour répondre à une tentative S.S. d'extermination, soit pour reconquérir notre liberté.

L'occasion s'est présentée le 11 avril. L'état d'alerte n° 3 fut proclamé qui lançait nos camarades à l'assaut de la Tour et des miradors. Il était 15 heures. Les compagnies s'armèrent. Ma section reçut pour sa part une mitrailleuse lourde d'origine tchèque, une quinzaine de fusils, une trentaine de grenades à manche et enfin des munitions.

Nous avions pu réaliser une telle organisation militaire qui au mois d'août groupait 1.000 membres, sans attirer l'attention des S.S. ce qui représentait déjà un résultat magnifique pour notre organisation et dont le mérite en revient à nos responsables, mais nous avions pu également procéder à un certain entraînement sous les ordres du colonel Manhes. Malheureusement nous n'avions pu, et on comprend pourquoi, nous familiariser avec notre armement et il fallait être prêt à s'en servir au moment même où il nous était remis, aussi le transport de notre mitrailleuse — vraiment lourde — et sa mise en batterie nous causèrent au départ bien des difficultés.

Lorsque ma section monta à l'assaut les S.S. commençaient déjà à se replier. Cependant par ci, par là s'installaient des nids de mitrailleuses, l'une de nos section attaqua et désarma l'un de ces nids servi par des S.S. ukrainiens, ce qui devait permettre par la suite la libération de l'embranchement de la route de Weimar.

Ma section se trouvait en position devant la Tour lorsque survint un chasseur allemand qui nous mitrilla heureusement sans résultat et disparut alors que nous nous apprêtions à mettre contre lui notre mitrailleuse en action.

Après cette alerte, ma section reçut l'ordre de procéder au nettoyage de la zone située face à la Tour, d'abord vers la gauche, en direction du bois. Là notre aide permit à la Section espagnole de capturer des S.S. cachés dans un char et de détruire celui-ci. Puis nous fûmes commandés pour nous diriger vers la droite en direction de l'Optika, des pavillons et casernes S.S. et ensuite vers la carrière où des S.S. s'étaient retranchés. Nous rencontrâmes là deux sections de nationalité non française — je ne me souviens plus lesquelles — quelques coups de feu et quelques grenades permirent la capture de S.S. littéralement affolés.

Quand nous revînmes vers la Tour, la route en direction de Weimar était alors entièrement dégagée. Nous reçûmes alors mission de patrouiller dans le secteur du monument Bismarck.

Vers le soir nous nous repliâmes, après en avoir reçu l'ordre, vers la Tour pour assurer l'installation de la Direction et sa protection, telle était notre mission.

Pendant ce temps des camarades de nos sections ramenaient des S.S. capturés dans les bois.

La conduite des camarades de ma section au cours de ces opérations fut exemplaire, ils firent preuve de beaucoup de courage et de sang-froid. Leur moral, leur esprit politique étaient excellents. Tous se déclarèrent volontaires pour poursuivre en Allemagne, en tant que formation et aux côtés des troupes américaines la lutte contre les nazis. Lorsque ma section fut désarmée par ordre du général américain Patton la colère était grande parmi mes camarades qui auraient bien voulu poursuivre les armes à la main la lutte que leur arrestation puis leur déportation avait interrompue.

R. FLORIS.

Le 11 Avril 1945,

Depuis le matin, sur ordre de la Brigade Française d'Action Libératrice, le docteur LANSAC Jean, LAVASSIERE Jean, FRONTZAC François, et moi-même formant un groupe de combat, étions consignés dans un block du grand Revier.

Dans la matinée un ordre me parvint de nous tenir prêts à attaquer le mirador face à notre block, à l'heure où les autres groupes internationaux organisés dans le grand Revier partiraient à l'attaque.

Au début de l'après-midi, armés de couteaux que nous avions fabriqués, nous-mêmes, nous nous lançâmes à l'assaut en traversant un peu en amont du mirador, le réseau de barbelés entourant le camp, un groupe de combat avait coupé les fils de fer permettant ainsi le passage.

J'arrivai au pied du mirador dont j'ouvris la porte. A l'intérieur, au rez-de-chaussé, nous vîmes armés, quatre S.S. que nous avons désarmés et fait prisonniers.

Ils sortirent tout tremblants, en levant les bras et furent conduits au camp par mes camarades.

Un S.S. de garde restait en haut du mirador. Armé d'un fusil, je montai l'escalier et soulevais la trappe. Voyant les autres S. S. prisonniers et que d'autres miradors étaient attaqués, il n'offrit aucune résistance et je le fis prisonnier tout en m'emparant de la mitrailleuse lourde braquée sur le camp.

Il fut conduit au camp et je participais à l'attaque d'un autre mirador.

Puis je remis à l'Etat-Major de la Brigade la mitrailleuse, huit bazookas et un certain nombre de fusils.

Notre butin de guerre. Ces armes servirent pour d'autres attaques.

FRONTZAC Willy.
Matricule n° 39.881
Infirmier au Grand Revier,
salle n° 7 de BUCHENWALD.

Témoignage

Mais c'était aussi à l'appel qu'à voix basse, après le passage du S.S. et en attendant le Fertig ! final, les moins affaiblis moralement réconfortaient leurs camarades et transmettaient les nouvelles et les directives de l'organisation secrète. Car si incroyable que cela puisse paraître, dans cette galère, une organisation clandestine avait été créée par des moribonds, et aux risques que vous devinez après les exemples de sanctions déjà cités.

Elle s'étendait à toutes les nationalités, mais comprenait surtout des communistes, leur esprit de sacrifice, leur discipline de fer et leur mutisme à toute épreuve les désignaient tout particulièrement pour ce genre de combat. Quelques officiers s'étaient chargés de leur encadrement. Chez les Français, la Brigade de la Libération ainsi constituée, avait à sa tête Marcel PAUL, Ministre de la Production, et le Colonel MANHE. Ses trois bataillons étaient à effectifs réduits mais il était prévu qu'en cas de besoin, il serait fait appel aux détenus résistants, non au courant du secret, pour compléter les rangs de ces unités; l'expérience prouva que ce concours était largement acquis.

Grâce au bombardement dont je vous ai parlé, il fut possible de se procurer, au cours des déblai-

ments, des appareils de radio et des armes soit aux usines, soit aux casernes des S. S. Pourvu de ces quelques moyens, le but du mouvement devint triple :

1) — Capter les informations sur la marche des événements et introduire ainsi la vérité dans cet ilot où ne pénétraient que les nouvelles allemandes et encore bien irrégulièrement. Cette diffusion d'une évolution heureuse et pour notre cause et pour notre sort, entretenait notre flamme et insufflait l'espoir, c'est-à-dire la vie à ceux qui avaient tendance à s'abandonner. Elle a sauvé bien des rescapés en leur donnant la possibilité de se raccrocher à une idée et à un sentiment qui les soutenaient et les empêchaient de sombrer dans une vie animale.

2) — Organiser le sabotage dans tous les kommandos et surtout dans ceux qui travaillaient pour l'industrie de guerre. Agir sur le rendement, agir sur la qualité, telles étaient les consignes. Aussi, j'ai la certitude que les instruments de précision et les pièces pour V2, sortis des usines de Buchenwald durent donner pas mal de déboires à ceux qui les utilisèrent.

3) — Se défendre, le cas échéant, contre la fureur nazie que la défaite allemande ne manquerait pas

" Nos troupes en armes montent à l'assaut des miradors "

Extrait d'un article publié le 11 avril 1946, dans un journal de Montpellier, par M. Jacques Lafont, avocat au barreau de Montpellier, ancien de Buchenwald :

C'était le 11 avril 1945. Le 8, mon camarade Bonifas était mort ; le 9, 25.000 de nos camarades, la moitié du camp, avaient été évacués vers l'est. Le 10, la bataille s'était encore rapprochée, Nous entendions distinctement l'artillerie américaine ; chasseurs et bombardiers légers occupaient en permanence le ciel et nous les voyions de loin descendre en piqués dans un crépitement de mitrailleuses.

La matinée du 11 fut calme.

Tout à coup, à midi et quart, la sirène sonne l'alerte aux tanks. Les quelques rares S.S. armés jusqu'aux dents qui sont encore dans le camp reçoivent l'ordre d'en sortir. Nous restons entre nous.

A deux heures, nos camarades, postés en observation sur les toits de l'infirmerie, le bâtiment le plus à l'ouest du camp, aperçoivent à trois kilomètres les premiers tanks américains. C'était le moment attendu. Nos groupes en armes montent à l'assaut des miradors. C'est d'abord la grande tour de la porte principale, d'où les S.S. dominent le camp et où ils ont leur poste de commandement, qui est attaquée. Des coups de feu sont échangés, mais l'effet de surprise est tel que nos gardiens cessent rapidement le combat, abandonnent la tour et se retirent en toute hâte vers les bois environnants. Sur les points de la ligne des miradors où l'assaut et donné, l'effet de surprise est plus grand encore. Nos premiers coups de feu, longuement prémédités, font mouche. Les S.S. lâchent quel-

ques rafales de mitrailleuses, mais n'insistent pas, L'élan des assaillants est irrésistible. Malgré les baïes allemandes et aussi américaines qui tracent dangereusement au-dessus d'eux, c'est une vague de bagnards à demi inconscients, affolés par cet âpre goût de liberté, qu'ils ont déjà au fond de la gorge qui se ruent sur les barbelés. Des pinces à longs manches de bois sortent comme par enchantement. Une première trouée est faite, puis une deuxième, nous sortons, nous sommes libres. Il est 4 heures.

Mais, suivant les ordres reçus, le combat continue. A l'ouest, les S.S. pris entre deux feux se rendent aussitôt.

A l'est, la chasse des S.S. en fuite s'organise, les groupes français, russes, espagnols, yougoslaves battent les bois. Le lendemain matin ils devaient ramener plus de 300 prisonniers, s'ajoutant à ceux déjà faits le 11, qui sont immédiatement internés dans un block du camp, tandis que nous commençons à transporter nos camarades malades à l'hôpital et dans les casernes des S.S.

Le surlendemain, les troupes américaines qui suivaient avec peine leur trop rapide colonne blindée, arrivent enfin. Nous leur livrons nos prisonniers intacts. Aucun n'a été torturé ni brutalisé et si beaucoup avaient trouvé la mort au cours des combats, nous nous étions interdit toute exécution sommaire.

Cette attitude peut surprendre ; c'est cependant la fierté des détenus politiques de Buchenwald d'avoir su, au sortir de cet enfer, dominer leur haine et leur soif de vengeance. De même, les groupes armés français et russes devaient rigoureusement protéger du pillage les villages voisins. Et c'est sans doute le fait le plus marquant de la libération de ce camp, où tout avait été mis en œuvre pour réduire l'homme à l'état de bête, que les brigands libérés aient encore réussi à garder la volonté et la force de rester fidèles à l'idéal, qui n'a été à toutes les nationalités, les avaient unis contre la barbarie nazie.

Extrait de « Témoignage sur Buchenwald » de L. ARTOUS Buchenwald 81.491

Jacques LAFONT.

●
**Le Comité Clandestin
des Intérêts Français
et la Brigade Française
d'Action Libératrice**

Furent **l'ESPOIR**

et restent la

FIERTE

POUR LES MILLIERS DE FRANÇAIS DU CAMP

Le Comité Clandestin des Intérêts Français créé au camp en juin 1944 comprenait la représentation de tous les groupes de Résistance Services d'action et de Renseignements détectés à Buchenwald.

Ces groupes étaient au nombre de 33. Ils étaient divisés en 5 Familles. Les 5 chefs de Familles, désignés chacun par les chefs de groupes composant leur famille, constituaient le Bureau de l'organisme clandestin français.

Les chefs de groupes étaient ceux ayant, en France, la responsabilité la plus élevée dans ces groupes et réseaux.

L'action fut entreprise sur tous les plans

27 JUIN 1943...

1.000 Français, le 1^{er} convoi de Français, arrivent à BUCHENWALD... Une porte avec sa sinistre inscription... des parterres de fleurs, des chiens, des coups, tout y est... C'est le paradis nazi...
Déshabillage, douches, fouille, tonte, c'est « l'abandon de la personnalité » recherché par les S.S.... mais non accepté par les PATRIOTES. Immédiatement, la Camaraderie, la Solidarité des Prisons et des Camps français se renouent, le travail clandestin reprend.
1^o Travail : redonner confiance à tous, aider les Jeunes à qui ira le « rabiot » de soupe, n'est-ce pas mon Collègue MATHIEU, instituteur des VOSGES et Vous, Papa CORROY, vieux militant S.F.I.O. de Villenoy.
Septembre 43 : arrivée des 20.000, suivie de celle des 21.000 et en octobre de celle des 30.000. Le travail devient plus ardu, mais il y aura de l'aide, puisque malgré les départs en kommandos nous serons plus nombreux.
Les colis arrivent, une solidarité plus effective s'organise. Et c'est ainsi qu'à la barbe des S.S., deux fois par semaine, 5 à 600 litres de soupe seront cuits à la cantine S.S. grâce au dévouement des Internés allemands. Soupe destinée aux Jeunes, aux Déficiants, aux Sans Colis. Peu de chose, il est vrai, mais qui tiendra le moral de nos Camarades, les aidera à lutter contre les S.S., leur machine de guerre et préparera l'insurrection victorieuse du 11 avril 1945.
Pour sauver les camarades malades du « REVIER », CHAPELAIN, le Docteur ROUSSET, PLANQUE, MAURY, PINEAU, ex-GRIMEAUX, PETIT, TRAVAILLE, DURBOURG, AIRIC, MARTIN, FRANCK, OURLE, AUTIER,

Roger FAYARD, 87, avenue Sainte-Marie, Saint-Mandé (Seine) :

Le 14 mai 1946.

... Personnellement, j'ai toujours eu et aurai toujours si vous le permettez le plus affectueux attachement, je vous suis reconnaissant de m'avoir fait au camp le grand honneur de me confier un commandement militaire dans la brigade clandestine que vous aviez mise sur pied, sans me demander mes opinions politiques, comme moi-même ne me suis pas inquiété des nuances des hommes que vous deviez mettre sous mes ordres, une seule pensée était la nôtre : SERVIR.

SAPPEY de MIREBEL, capitaine de réserve, 18, boulevard Albert-1^{er}, Le Havre :

Le 9 juin 1946.

A deux reprises, vous m'avez sauvé la vie, une première fois, lorsque, employé au chargement de caisse pour le front, on découvrit que j'enlevais les mèches des grenades ; vous m'avez fait partir sous le nom et le numéro d'un autre.
En février 1945, à nouveau, de l'horrible block 57, vous m'avez fait aller au grand camp.
Vous m'avez fait l'honneur de me confier une compagnie au moment de l'ultime combat du 11 avril.

Docteur MEYNADIER, 224, boulevard Voltaire, Paris (11^e) :

... Pendant tout mon séjour au camp, en tant que principal chirurgien français du Revier, vous savez toutes les difficultés que nous avons connues pour opérer et soigner nos camarades français. Ce n'est que lorsque le Comité français a été constitué que nous avons pu, mes camarades et moi, avoir un peu plus d'autorité au Revier.

Grâce à vous, nous avons pu, indépendamment de toute question politique et raciale, faire hospitaliser nos camarades, les opérer et ainsi leur permettre de revoir un jour leur nays natal.

Une immense solidarité...

Je laisse à penser que ces heures passées entre Français dans la baraque étaient employées à parler de la France, à commenter le peu que nous savions de la situation militaire, à espérer, malgré toutes nos souffrances et malgré les mensonges allemands, une libération dont nous n'avions jamais désespéré.

Les Allemands avaient soin, pour nous démoraliser, de nous passer leurs journaux, surtout ceux qui annonçaient de grandes victoires, à la mode allemande et je me souviens, à ce sujet, de l'optimisme inébranlable de l'un de nos plus courageux camarades qui commentait ces nouvelles tendancieuses (1) et lisait clairement entre les lignes et nous adjurait de prendre systématiquement le contre pied de leurs informations.

Il faut avoir subi ces heures atroces, pour comprendre quelle influence salutaire pouvaient avoir des hommes au caractère solidement trempé sur leurs camarades, à qui ils remontaient le moral et dont ils prenaient la défense de la façon la plus courageuse vis-à-vis des Allemands et des kapo.

J'adresse ici un souvenir ému à tous ces braves, qui trouvaient la volonté de surmonter leurs propres angoisses et de prendre en charge celles de nos camarades plus faibles et je les rassemble tous dans l'expression de ma reconnaissance, aussi bien l'intellectuel psychologue sachant convaincre les incrédules, que l'ouvrier, sincère militant convaincu de la défaite iné-

NE MENT PAS

RAPPORT DE LA COMMISSION CLANDESTINE

Ce document a été établi dans la vie clandestine du camp, par des présidents ou des représentants mandatés en France comme à Buchenwald, de Groupement ou d'organisations de la Résistance.

Son but : faire le point sur la situation morale du Collectif Français, sur sa tenue, sur sa valeur ; fixer les améliorations matérielles et morales obtenues ; s'assigner les dispositions encore à prendre pour mettre les Français en mesure de faire face à l'effort de volonté et de courage que rendaient indispensables les événements qui, à ce moment-là approchaient.

D'abord enfoui sous le block 51, le 31 mars au soir, repris pour authentification dans le cas où les signataires ne rentreraient pas en France, il fut scellé dans une bouteille et fut enterré à un lieu connu de dix camarades absolument sûrs, le 7 avril, en fin d'après-midi, au Zeltlager (petit camp).

Le Groupe de choc du bataillon HOCHE qui en avait la responsabilité l'apporta en France, le 24 avril 1945.

La Commission d'Enquête a été amenée à scinder son travail en deux parties :

1^o Elle s'est efforcée de caractériser l'atmosphère des blocks français en se plaçant plus particulièrement sur l'irritant terrain des vols et des châtiments qui prétendent faire disparaître ces pratiques criminelles ;

2^o Puis elle s'est penchée sur ce problème d'ordre plus général

qu'est la situation du Collectif Français. Elle a naturellement été amenée à faire l'histoire des conditions dans lesquelles se trouveront placés les premiers Français arrivant à Buchenwald, des difficultés qu'ils eurent à surmonter, des erreurs qu'ils commirent, des premiers résultats obtenus et, à succinctement rappeler l'évolution des conditions matérielles et morales qui conditionnent la tenue de notre collectif.

A. -- La situation dans les blocks français

Les blocks à majorité française sont au nombre de cinq : 10, 14, 16, 31 et 34.

BLOCK 10. — Le block 10 a fait l'objet d'un rapport spécial. Rappelons que la Commission a trouvé au 10 un climat vicié par les nombreux vols qui s'y commettent et qui entraînent nos camarades à de regrettables scènes de violence. La C.E. a indiqué à quel point il était nécessaire de réagir contre cet affaiblissement des bases morales les plus essentielles et combien il importait de renforcer l'autorité du Comité de block et de l'engager à reviser ses méthodes de travail.

BLOCK 14. — Actuellement, le seul dirigé par un chef de block fonctionnait anti-français et dont les méthodes motivèrent à diverses reprises les protestations indignées des représentants des Français dans le camp. Il règne cependant au 14 une bonne atmosphère ; le Comité de block international jouit d'une autorité suffisante. Il y a d'ailleurs très peu de vols et les voleurs jugés par le Comité de block n'ont jamais été frappés.

BLOCK 26. — A la suite des propos tenus par un membre du Comité des Intérêts Français, la C.E. a désiré faire toute la lumière sur un incident survenu quelque cinq mois auparavant et qui aurait provoqué mort d'homme. L'audition des membres du Comité de block et de divers témoins (THOMAS, membre du C.I.F., KERMARREC, chef de block-adjoint du 26, DARSONVILLE, stubendienst) a permis d'établir d'une manière absolument formelle que le camarade mort en octobre 1944, GARCIA, était décédé d'une façon normale sans qu'aucun coup, sévère ou mauvais traitement de quelque genre que ce soit lui ait été appliqué et qu'aucun Français ou interné d'une autre nationalité ne pouvait, en aucune façon, être tenu pour responsable, même partiellement de sa mort.

La situation du block est bonne malgré les vols trop nombreux qui avaient, durant un temps, provoqué un tel énervement que, quelques voleurs furent, à l'insu du Comité de block sévèrement frappés. Mais l'autorité incontestée d'éclaircissement et d'explication touchant ce problème des châtiments corporels, les sanctions décidées contre ceux qui se laisseraient aller à frapper, ont abouti à calmer les esprits surexcités par

les vols et à faire disparaître du block les corrections un moment en honneur contre les voleurs.

BLOCK 31. — Depuis longtemps règne dans ce block une bonne entente entre les Français qui y résident. C'est d'ailleurs le premier block du grand camp où les Français en lutte pour de meilleures conditions d'existence, réussissent à imposer au chef de block d'alors une collaboration effective avec leurs délégués.

Il n'y a pas ou très peu de vols au 31 et pas d'incidents à déplorer.

BLOCK 34. — Comité de block international où les délégués de chaque nationalité statuent souverainement quant aux incidents mettant en cause leurs nationaux. Les Français sont d'ailleurs groupés au flügel A où existe une atmosphère parfaite d'entente et de camaraderie entretenue et développée par le Comité de block qui examine fréquemment avec l'ensemble des Français toutes les affaires intéressant la vie du block et fait de très gros efforts pour distraire et éduquer les camarades présents : matinées artistiques et littéraires, lectures en commun, organisation des jeunes, etc., etc.

CONCLUSION. — Cette rapide visite dans les blocks français laisse une bonne impression d'ensemble malgré la diversité des éléments représentés et malgré un trop certain affaiblissement physique dû à l'insuffisance des rations alimentaires. Ce problème de la « faim » explique les vols qui ont lieu.

Il est bien entendu qu'en sus des peines très sévères qui frappent les auteurs des larcins, les Comités de blocks appliquant les directives du C.I.F. aient fait appel aux sentiments patriotiques des membres de la Résistance et à leur esprit de camaraderie et d'unité pour combattre tout ce qui, en diminuant notre figure morale, risque de donner des arguments aux détracteurs de la France. Il est d'ailleurs intéressant de constater, comme a pu le faire la Commission d'enquête, que, bien que les conditions matérielles conditionnent et déterminent toujours les conditions morales, l'augmentation des difficultés existant dans le camp n'ont pas eu, jusqu'à ce jour, de trop fâcheuses répercussions sur la tenue d'ensemble du collectif ni abaissé en rien l'idéal hautement élevé de la grande majorité des Français.

B. -- Historique des conditions de vie faites aux Français du camp. La lutte contre le courant anti-français et les résultats obtenus

La Commission d'enquête a donc constaté, lors de son enquête dans les blocks, la bonne tenue d'ensemble du collectif français et a pu se rendre compte des positions morales qu'occupaient actuellement les Français.

La C.E. a cru nécessaire d'examiner après quels efforts et quelles batailles, parfois très rudes, un résultat aussi satisfaisant avait été obtenu. Elle a donc provoqué et entendu les témoignages de camarades qui, par leur ancienneté à

Buchenwald où les responsabilités qui leur sont confiées, étaient à même d'éclairer la Commission et d'apporter, aux faits déjà connus de la Commission, les précisions et compléments nécessaires pour

l'établissement d'un rapport aussi complet que possible.

Les auditions les plus intéressantes ont été celles des camarades DEJOUQUIERE, SCHWARTZ, SUDREAU, MANHES, Marcel PAUL.

I. — La discipline dans le camp au début de l'année 1943

La discipline régnant à l'époque dans le camp était très rude. Il était établi qu'il était impossible de rien obtenir des détenus sans la menace de la trique. Les détenus politiques allemands qui occupaient dans le camp les postes de direction avaient l'esprit déformé par une longue et particulièrement pénible détention. Les souffrances difficilement imaginables qu'ils avaient supportées durant des années les avaient endurcis à un tel point qu'ils consi-

déraient les coups comme chose normale.

Ils étaient d'ailleurs parfois dépassés par les responsabilités qu'ils avaient à assumer et un certain nombre d'entre eux étaient moralement corrompus et n'avaient plus de détenus politiques que le nom. Il était alors reconnu qu'un chef de blocks avait une autorité sans autre limite que celle de son bon plaisir et droit de vie ou de mort sur les détenus de son bâtiment.

II. — La situation des premiers français arrivés à Buchenwald

a) Conséquences de la propagande hitlérienne.

Depuis des années, la presse et la radio nazies qui ont un très large accès dans le camp, ont mené contre la France une campagne systématique de dénigrement et de calomnies. Depuis 1939, cette propagande a redoublé de violence et de partialité. Notre défaite est bien la preuve de notre abâtardissement, la débâcle survenue en trois semaines, l'indication que nous sommes une race inférieure qu'il est juste de tenir en esclavage. Ces arguments sans cesse répétés ont fini par influencer une bonne partie des détenus politiques allemands coupés depuis sept, dix et treize ans de tout autre contact extérieur et ignorant toute parcelle de vérité sur ce qui se passait dans notre pays. D'ailleurs, les Tchèques et les Polonais présents dans le camp et occupant un certain nombre de postes administratifs essentiels, n'ont pas oublié ; les premiers, MUNICH et les seconds, la lutte qu'ils durent supporter seuls contre l'ALLEMAGNE après les assurances formelles qu'ils avaient reçues des Gouvernements français et anglais.

Confondant les Gouvernements avec les peuples représentés, ignorant ou ayant oublié les sentiments de ces peuples à leur égard, ils n'ont pour nous que haine et mépris. Ils confirment les détenus allemands dans la pensée que nous sommes vraiment gens peu intéressants sans moralité et sans parole.

b) Le premier convoi de Français.

Cependant les politiques allemands et plus particulièrement les communistes qui accueillent les Français, ne sont pas animés de sentiments particulièrement hostiles à l'égard de ce premier convoi ; malheureusement, ce convoi comprend plus de la moitié de « droit commun » et une forte proportion de « marché noir » ; il y a à peu, très peu de véritables détenus politiques (à peine 75 communistes).

Les agissements des éléments français douteux, les vols et trafics dont ils se rendront coupables, le manque d'unité et de discipline du convoi, les sentiments anti-allemands et non anti-hitlériens dont sont animés les neuf-dixièmes des arrivants français et qui détermineront des incidents sans nombre, vont donner un semblant de raison aux arguments de la propagande hitlérienne, donner force et consistance au courant anti-français.

Les Français de bonne volonté qui voudront démontrer et expliquer ce que nous sommes réellement et ce que nous valons, seront obligés à une action longue et difficile qui ne portera ses fruits que longtemps après le déclenchement de la contre-offensive destinée à « revaloriser » les Français et à améliorer leurs conditions d'existence.

c) La situation des Français quelques semaines après l'arrivée du convoi de juin 1943.

Des blocks du petit camp sont montés très rapidement dans le grand camp et parmi eux un certain nombre de Français. Ce sont tous ou à peu près des « droit commun ». Ils volent dans les blocks, trafiquent avec leurs cigarettes dont ils reçoivent leurs premiers colis, éprouvent une grande répugnance pour se laver torse nu, chaque matin, comme il est de coutume dans le camp.

La preuve est donc faite que tous les Français sont voleurs, sales, trafiquants.

Dans les deux blocks du petit camp, 51 et 59 où sont répartis les Français, la situation n'est guère meilleure. Nos compatriotes n'arrivent pas à se plier à la discipline du camp et le moindre geste de menace entraîne des réactions souvent violentes. Les coups pleuvent sous le moindre prétexte, généralement distribués par les stubendienst polonais ; le réveil est annoncé le matin à coups de schlagues et les revues de propreté effectuées en pleine nuit s'accompagnent de force coups de poings et de triques.

Injuriés, menacés, frappés, les Français accumulent haine et désir de vengeance à l'encontre des Polonais et des Allemands qui les dirigent. Ceux-ci d'ailleurs sont bien persuadés avoir à dompter là ces individus indésirables que sont les Français. De part et d'autre, les malentendus augmentent et il semble que la situation soit sans issue.

d) Réaction et mesures défensives.

Mais, dès les premiers jours, le petit groupe communiste s'organise et intervient avec vigueur, tant pour exiger des Français présents plus de tenue et de dignité que pour protester avec beaucoup de fermeté contre les coups et sévices dont sont victimes les Français.

Inlassablement, ils expliquent à leurs compatriotes qu'ils représentent la France et qu'ils se doivent de ne pas donner une image inexacte de leur patrie en étant sales et désordonnés ou en ne se pliant pas de bonne grâce à l'indispensable discipline du camp.

Ils expliquent le mal que les voleurs et les trafiquants causent à la France entière ; ils essaient déjà de grouper les internés de la Résistance en faisant appel à l'esprit d'union et de camaraderie.

Ils commencent à organiser, avec des moyens réduits, la solidarité qui, par la suite, contribuera puissamment à forger l'unité du collectif.

Les quarts de louches de soupe qu'ils collectent au bénéfice des jeunes et des malades sont à la base de l'organisme actuel de solidarité dont l'autorité a débordé sur les collectifs étrangers.

Parallèlement à cette action menée auprès des Français, les communistes n'hésitent pas à discuter avec les chefs de blocks, critiquant et blâmant les méthodes de violence, protestant à chaque incident, proposant de collaborer à l'organisation d'une discipline plus souple et plus intelligente — toutes choses qui, à l'époque, apparaissaient comme autant d'énormités nécessitant un certain courage, les mécontents étant très facilement envoyés en transport.

e) Premiers résultats.

A force de ténacité, quelques satisfactions partielles sont enregistrées : au block 59, un coiffeur polonais qui se distinguait par sa brutalité fut renvoyé. Victoire, en ce temps où frapper un détenu était chose absolument courante et normale.

Au block 57, après des heures

de discussion, le chef de block accepte de prendre à l'essai un stubendienst français ; au block 59, un nouveau chef de block accepte la collaboration qui lui est proposée et qui fera participer les détenus politiques français du block à l'organisation de leurs conditions matérielles de vie. Ce chef de block affirme son accord avec le principe d'une discipline qui ne sera pas basée sur la violence. Sans doute, les coups ne disparaîtront pas entièrement, les esprits étant trop entièrement acquis à cette méthode et les antagonismes entre Français et détenus des autres nationalités subsistant encore dans leur presque totalité. Mais, enfin, et pour la première fois, une personnalité officielle du camp vient de condamner la discipline de la trique. Encore un an et demi d'efforts presque quotidiens, de batailles incessantes, et les coups seront condamnés par tous.

Au block 31, ce block qui devait devenir un grand block français, mêmes explications, même action pour forcer le chef de block à accepter un minimum de collaboration avec les détenus français, pour l'obliger à prendre position contre les violences des stubendienst, pour l'empêcher lui-même de frapper, pour faire désigner un stubendienst français. Finalement, on aboutit à des résultats partiels ; on fait reculer la vague de méfiance qui entoure les Français ; on arrive à démontrer ce que nous valons ; on rend moins pénible le sort des Français.

D'ailleurs, les 19, 24 et 29 janvier arrivent d'importants convois de Français comprenant nombre de détenus politiques. Parmi eux se trouvent des dirigeants de groupements de résistance d'une certaine importance : Résistance, Liberté-Egalité-Fraternité, Pour la République, Lorraine, O.C.M., C.N.D., Libération, etc., et des parlementaires, conseillers généraux et municipaux des partis socialistes et radicaux.

Ces hommes éprouvent rapidement le désir de se rapprocher. Le rassemblement se fait autour du colonel M... qui avait eu, en France, de très importantes responsabilités dans le mouvement gaulliste et qui multiplia les efforts pour unir les patriotes, et cela dans un double but :

1^o Défendre les intérêts immédiats des internés français ;

2^o Continuer l'action, lors du retour dans la Patrie libérée, et ce, dans un sens nettement progressiste, en luttant contre l'exploitation de l'homme par l'homme.

Dans l'esprit du colonel M..., il s'agissait de jeter les bases d'une organisation qui veillerait aux intérêts des internés français et serait aussi capable d'effectuer l'union des Français de la Résistance pour la reconstruction d'une France propre sur des bases nouvelles.

Sur le plan du camp, le colonel M... s'efforça de prendre contact avec les camarades des autres nationalités susceptibles d'améliorer les conditions matérielles faites aux Français ; après de multiples démarches et efforts personnels, il réussit à avoir l'audience d'un kapo autrichien favorable à la France, par l'intermédiaire duquel il put obtenir quelques radiations de transport et quelques chönung.

A l'instigation de ce kapo et pour essayer d'établir des relations entre le collectif français et les autorités du camp, le colonel M... constitua un Comité des intérêts français à l'image de l'ancien front populaire.

Sous la présidence du colonel M..., le comité comprenait :

Un député S.F.I.O. : Thomas ;

Un député radical-socialiste : Crutel ;

Et un député républicain-socialiste : Forcinial.

Par la suite, le Front national, la C.G.T. et le Parti Communiste, qui avaient marqué des réserves du fait du plan politique restreint où se plaçait ce comité, le rejoignent par esprit d'unité, avec l'objectif de proposer, dès que possible, les modifications de structure du C.I.F., modifications utiles pour aboutir à faire une organisation de tous les Français du camp ayant participé à l'action libératrice.

III. — La situation en Mai 1944

Un an après l'arrivée du premier convoi de Français, de grands progrès ont été réalisés dans tous les domaines et sur tous les plans.

Les coups sont moins fréquents, ils ne sont en tous cas, plus officiellement recommandés comme méthode éducative.

QUILWEUT !

D'ENQUETE DANS LE CAMP DE BUCHENWALD

Le collectif français a également une meilleure tenue. Cependant, beaucoup reste encore à faire :

a) Le Comité des Intérêts Français ne saurait se prévaloir d'une autorité réelle sur l'ensemble des internés français, puisqu'il est formé, en sa majeure partie d'organisations politiques dont certaines n'ont pris qu'une part très secondaire dans l'action libératrice du peuple français, alors que quelque trente groupements de résistance n'ont pas de délégués à ce Comité. C'est dire que dans la voie de l'unité du collectif, beaucoup reste à réaliser.

b) Il n'y a pas de relations officielles entre le collectif français et les autorités administratives du camp, d'où impossibilité de présenter une défense d'ensemble des intérêts du collectif. En effet, les

divers efforts accomplis l'ont été seulement sur le plan des blocks, et les divers pourparlers uniquement engagés avec les chefs de blocks, ainsi appelés à juger les faits dont ils étaient directement ou moralement responsables. D'ailleurs, ces chefs de blocks se considèrent toujours comme souverainement maîtres dans leurs blocks. En général, ils ne tolèrent que très difficilement l'existence des comités de blocks, qui leur apparaissent surtout comme un frein à une autorité jusqu'alors sans borne. Certains, surtout dans le petit camp, ne se privent pas de cogner chaque fois qu'ils jugent la chose indispensable... c'est-à-dire, très souvent.

c) Le courant anti-français et son évident corollaire, le courant anti-allemand, bien que fortement atténués, subsistent toujours.

IV. — L'action conduite dans le camp

Le 14 mai 1944, arrivent deux convulsés français, l'un venant d'AUSCHWITZ, l'autre de COMPIEGNE. Le collectif français, et plus particulièrement la section communiste, vont se trouver notablement renforcés. Après quelques jours employés à son organisation intérieure, la section communiste va mener avec une grande vigueur la bataille contre les coups et le courant anti-français, pour de meilleures conditions de vie du collectif, et cela en se plaçant sur un nouveau terrain : le plan offensif.

Des détenus politiques allemands, dont un certain nombre ont, dans le passé, appartenu au Parti Communiste Allemand, dirigeaient pratiquement la vie administrative du camp. De par cette ancienne appartenance, il était possible pour la section communiste française, de faire sur eux une pression plus efficace que les autres organisations ne le pouvaient. C'est ce que comprit la section communiste française qui s'empara aussitôt de ces possibilités pour les mettre à la disposition du C.I.F. et les faire servir à l'amélioration du niveau moral du camp.

a) L'action contre les coups et pour le respect des Français.

Le chef du block 57, individu sans principe et sans moralité, insulte les Français venus d'AUSCHWITZ, assomme ceux qui n'ont pas le don de lui plaire ; ses subordonnés pratiquent les mêmes méthodes, se livrent à un pillage éhonté de la soupe, réalisent des bénéfices en majorant les prix de vente du tabac, de la bière, etc... La section française, après s'être convaincue de l'impossibilité d'aucun accord avec un personnage aussi taré, pose la question du départ du block dudit individu.

Tollé dans le camp où les chefs de blocks sont personnages sacrés, enquêtes et contre-enquêtes menées par les autorités administratives se succèdent ; certaines personnalités officielles veulent absolument sauver le chef de block, empêcher que soit ainsi mise en question l'autorité dont jouissent les fonctionnaires du camp, autorité qui, d'après eux, conditionne le maintien de la discipline.

Les chefs de blocks affirment leur solidarité avec leur collègue du 57. Des menaces de mort sont proférées contre ceux qui apparaissent être à la base de l'action. Rien ne faisant fléchir les responsables de la section communiste (menaces, lenteurs administratives, mauvaise volonté évidente des autorités du camp, etc...), on essaie d'un compromis : le chef du block 57 fera des excuses, prendra des engagements... Cette solution bâtarde est repoussée, il faut un exemple qui fasse réfléchir les autres chefs de blocks, qui démontre à chacun que le temps est passé où le bon plaisir des gens en place était la seule véritable règle du camp.

Et, effectivement, le chef du block 57 fut destitué de son poste et les plus compromis de ses subordonnés relevés de leur emploi, grâce à la fermeté dont firent preuve les responsables de la section communiste.

Dans cette affaire, la section allemande, finalement convaincue du mal que les agissements du chef du block 57 causaient au peuple allemand, prit position pour soutenir le point de vue français. Cet appui hâta la solution, qui donnait entièrement satisfaction aux Français victimes de la folie et de l'immoralité de leur chef de block.

Peu de temps après, l'action fut engagée contre le chef du block 51,

Elle fut longue et particulièrement difficile, le personnage disposant d'appuis puissants. Officiellement destitué en novembre 1944, le chef du block 51 ne quitta son poste qu'en mars 45, ceci donnant la pleine mesure du manque d'autorité réelle des autorités administratives et de l'indiscipline des détenus politiques allemands pourvus d'emplois responsables.

Dans le grand camp, une situation identique régnait dans les blocks 34-10 et 14, avec cette aggravation pour les deux derniers blocks cités, que les chefs de blocks, directement liés aux S.S., semblaient être à l'abri des sanctions édictées par l'autorité administrative internée.

L'incident qui permit à la section communiste de faire renvoyer le chef du block 34, brute et voleur, fut l'agression que ce chef de block commit contre l'administrateur de la Bibliothèque Nationale de Paris et qui souleva l'indignation générale. Mais alors que certaines personnalités du collectif français étaient prêtes à accepter des excuses, la section communiste exigea une sanction maximum, de multiples faits antérieurs ayant démontré que les engagements de ne plus frapper, pris dans de telles conditions, n'étaient jamais tenus.

Le chef du block 34 partit en transport.

Malgré les appuis qu'il possédait jusque chez les autorités militaires, le chef du block 10 était sur le point d'être remplacé, il s'était rendu odieux aux Français par sa violence de langage et ses brutalités, lorsqu'il fut libéré.

Au block 14, il n'a pas été possible, jusqu'ici, d'obtenir la solution demandée. Il faut d'ailleurs reconnaître que ce chef de block, rendu prudent par la démonstration de force effectuée par les Français, a modifié son attitude et s'il n'arrive pas à cacher ses sentiments anti-français, du moins se garde-t-il de se livrer aux anciens écarts de langage et aux brutalités dont il était coutumier dans le passé.

Enfin, le chef du Zeltlager (camp des Tentes), qui avait eu une attitude absolument honteuse envers les Français des convois de Fresnes et Compiègne, arrivés en août 1944, fut renvoyé.

Ce chef de camp s'était ingénié à rendre plus difficiles les conditions matérielles déjà très pénibles dans lesquelles ces Français étaient placés, et il avait, à plusieurs reprises, insulté ces patriotes et, au travers d'eux, le peuple français tout entier, alors que, dans le même temps, les partisans français donnaient la pleine mesure de leur valeur et de leur courage. Plusieurs plaintes de la section communiste aboutirent finalement au renvoi exigé.

Ces actions poursuivies durant plusieurs mois, les succès qui les couronnèrent, eurent un grand retentissement dans tout le camp et firent voir les Français sous un aspect nouveau. Les collectifs des autres nationalités s'aperçurent qu'ils avaient en face d'eux des lutteurs au dynamisme certain, que rien ne pouvait rebuter, lutteurs peu facilement intimidables, lutteurs décidés à faire respecter leurs personnes et leur pays.

Toutes ces victoires avaient été d'autant plus difficiles à remporter, qu'au début de l'action offensive de la section communiste, le collectif français n'était pas encore parfaitement uni et que la tenue d'un certain nombre d'éléments français pouvait encore prêter à critique.

b) L'action contre les mauvais transports.

Durant longtemps, les Français

partirent automatiquement et systématiquement dans les plus mauvais transports, par exemple, des milliers allèrent à DORA (le Kommando de la mort) et ce, jusqu'en août 1944.

Depuis cette date, les réclamations et l'action incessante de la section communiste préservèrent l'ensemble du collectif des mauvais transports. Les transports RUPO et S 3, justement réputés comme de nouveaux et plus terribles DORA, ne virent partir qu'un nombre absolument infime de nos compatriotes, alors qu'à l'origine une assez forte proportion de Français avaient été inscrits sur les listes de départ pour ces kommandos. En agissant ainsi utilement pour tous les Français, la section française sauva la vie à des centaines de Français, qui n'auraient pas résisté au très dur travail effectué dans les plus mauvaises conditions et sous les coups à RUPO et à S 3.

c) L'action contre les mauvais kommandos du camp.

La carrière, les kommandos de terrasse et ceux de chemin de fer, les travaux de déchargement et de transport et de matériaux lourds, constituent, pour BUCHENWALD, autant de kommandos particulièrement durs ; surtout ceux situés à plusieurs kilomètres du camp et où les internés se rendent à pied, talonnés par les chiens et menés à coups de crosse de mousqueton. Très nombreux furent les Français qui y travaillèrent jusqu'au milieu de l'année 1944.

Compte tenu de sa position fondamentale par rapport au problème de la production de guerre hitlérienne, la section communiste mit au service du collectif ses liaisons et son autorité grandissante pour obtenir de meilleurs kommandos, ceux où le travail n'était pas au-dessus des forces des internés, où les coups étaient inconnus et où ils étaient à l'abri, durant l'hiver, du climat très rude sévissant dans la Thuringe.

d) L'action pour les Schönung, les soins, les hospitalisations.

De nombreux Français fatigués ou affaiblis par le séjour prolongé effectué dans les camps et prisons, ou même gravement malades, ne parvenaient pas souvent à obtenir le repos ou les soins indispensables à leur état et encore plus rarement leur hospitalisation au Revier. Le Comité des Intérêts Français et la section communiste obtinrent beaucoup.

Bien que certains des postes essentiels du Revier fussent détenus par des internés politiques tchèques et allemands peu favorables aux Français et que l'encombrement toujours plus grand des divers services du Revier (augmentation du nombre des détenus dans le camp et de la proportion des malades) rende plus difficile l'obtention des choses, les plus élémentaires, les plus nécessaires à la préservation de la santé des Français, il fut arraché un plus grand nombre de schönung et l'on obtint l'examen sérieux de nombreux malades ou déficients qui furent aussi bien soignés que le permettait le peu de médicaments mis à la disposition du camp, et un pourcentage plus considérable de nos compatriotes admis dans les services du Revier.

Enfin, plusieurs docteurs français, choisis sans aucune considération d'opinion politique et seulement d'après leurs compétences médicales, opèrent maintenant au grand et au petit Revier ou dans les blocks du camp et cela parce que l'action utile a été menée pour que soient utilisés les services d'un plus grand nombre de médecins et infirmiers français.

e) L'action pour les vêtements.

Pendant longtemps, les Français furent les plus mal habillés et les plus mal chaussés de tous les internés. De grandes améliorations ont été apportées à ce déplorable état de choses et s'il est toujours difficile d'obtenir l'indispensable à l'effektkamer, du moins ne voit-on plus de Français en haillons et pieds nus comme c'était trop souvent le cas auparavant.

f) L'action contre le trafic et le pillage des colis Croix-Rouge Française.

Le collectif français s'est fait le champion de la lutte contre les scandales de « l'organiser » et plus particulièrement contre le pillage des colis Croix-Rouge Française. Les autorités militaires

avaient décidé que la distribution de ces colis devait avoir lieu sur la base des kommandos, sans distinction de nationalité, pour récompenser les meilleurs travailleurs.

Cette mesure écartait systématiquement des distributions les invalides français, les Français du petit camp et ceux employés à des travaux légers (Holzoff, Lagerskommando, etc...). Dans les kommandos favorisés par les distributions de colis, les kapos oubliaient souvent de servir les Français qui y travaillaient.

V. — Les moyens employés pour aboutir à ces résultats

Il fallut du temps, de la patience, beaucoup de fermeté au Comité des Intérêts Français et à sa partie la plus agissante : la section communiste, pour que les Français cessent d'être tenus pour des gens méprisables, dont le sort importait peu et que l'on pouvait, à son gré, frapper, voler, injurier ; convaincus de la justesse de la cause qu'ils défendaient, persuadés qu'ils devaient aboutir à un résultat tant pour sauvegarder la vie des Français que pour créer des liens d'entente entre les Français et les détenus des autres nationalités, les responsables du collectif français ne se laissèrent arrêter ou décourager par aucune difficulté, par aucun obstacle, par aucune menace, par aucun danger.

Inlassablement, le C.I.F. et la section communiste s'employèrent à détruire chez les responsables du camp et de la section allemande, les préventions ou les méfiances qui pouvaient exister chez eux à notre égard.

Ils expliquèrent que notre défaite, si rapide, n'était pas une preuve d'un prétendu avilissement, que la France était toujours une grande Nation, que les Français n'étaient pas des être sales, voleurs, fainéants, que, d'ailleurs, ces arguments étaient de source hitlérienne et qu'il fallait cesser de voir les politiques allemands les reprendre à leur compte.

Parallèlement, il était redoublé d'efforts pour que la tenue d'ensemble du collectif français ne puisse plus prêter prise à la critique, pour que l'affirmation ainsi apportée et concernant nos valeurs morales ne puisse pas être taxée d'affirmation gratuite, mais qu'elle soit, au contraire, confirmée par les faits.

Les militants communistes, qui exigeaient de leurs adhérents une tenue impeccable, expliquaient inlassablement à l'ensemble du collectif que chaque Français représentait la Patrie, que c'est au travers de nos paroles comme de nos actions que serait jugé notre Pays et que cela nous faisait obligation de sévèrement condamner le trafic et les petites combinaisons personnelles et égoïstes, d'être disciplinés, attentifs à faciliter le travail de nos camarades de l'administration internée, soucieux d'entretenir de bons rapports avec les camarades des autres nationalités et évidemment unis entre nous.

Cette question primordiale de l'unité entre Français devait obligatoirement conduire les communistes à poser la question de la réorganisation, sur des bases nouvelles, du Comité des Intérêts Français. Il fallait absolument ar-

Dans le camp, à part les Français, tout le monde mangeait donc des produits français, provenant de colis français.

Avec l'appui des autorités administratives, la section communiste française, agissant au nom du Comité des Intérêts Français, obtint que les colis soient distribués dans les blocks, ce qui aboutissait à une répartition plus favorable aux Français. Dans l'impossibilité de faire remettre au C.I.F. les colis français Croix-Rouge, la solution obtenue était la meilleure possible.

river à ce que le C.I.F. représente d'une façon formelle et indiscutable l'ensemble des Français internés à Buchenwald, ce qui lui donnerait une autorité morale certaine, non seulement auprès des Français pour régler souverainement toutes les questions intérieures du collectif, mais renforcerait encore les positions du C.I.F. et de la section communiste pour une meilleure prise en considération des revendications concernant la défense des intérêts français.

La section communiste trouva chez le président du C.I.F., le colonel M..., la plus large compréhension, ce qui facilita et hâta les transformations demandées.

Le C.I.F. fut donc remanié sur les bases suivantes : tous les mouvements de résistance représentés dans le camp devaient avoir accès au Comité Français. Les nécessités du travail illégal imposant certaines mesures de sécurité, faisaient obligation de la création d'un organisme à sommet restreint.

Cinq familles furent donc constituées dans lesquelles furent groupés les quelque trente-cinq organisations présentes dans le camp, car tout le monde répondait présent à cet appel à l'unité pour la défense des intérêts français et pour la préservation morale et physique du collectif français tout entier.

Personne, parmi les Français de la Résistance ne pensait pouvoir se désintéresser de l'organisation méthodique de l'appareil chargé de prendre en main la défense du collectif. Le Comité des Intérêts Français cessait d'être la représentation politique d'une partie du collectif, pour devenir l'expression de l'unanimité des combattants de la Résistance.

Ainsi prenaient automatiquement fin les tentatives de division amorcées dans le camp et cessaient les dissensions trop nombreuses qui avaient jusqu'alors existé dans les rangs français.

Très rapidement s'élevait le niveau politique et moral du collectif ; les Français se préoccupaient davantage des questions concernant l'avenir et la reconstruction de leur pays et comprennent mieux que, de retour en France, et dans une France nouvelle, ils devaient se remettre au service de leur pays, ne plus cesser d'être les combattants qu'ils avaient été durant des mois ou des années, la lutte à soutenir devant sans doute être moins sanglante mais non moins indispensable que celle menée contre le fascisme hitlérien, afin d'assurer à la France son indépendance politique et économique.

VI. — AUJOURD'HUI

Aujourd'hui, les Français sont respectés et ils ont su forcer l'estime de la plus grande partie de ceux qui, hier, les méprisaient et les détestaient. Le courant anti-français, si puissant dans le camp il y a encore quelques mois, n'existe plus ; seuls de rares éléments déséquilibrés par la détention continuent de ressasser les vieilles formules fascistes qui prétendent nous condamner.

Les coups ont pratiquement cessé et les autorités administratives (Doyens, Kontrolle, Kapo des Lagerschutz) ont été amenés à se prononcer officiellement contre la discipline de la trique — méthode qui si longtemps triompha dans le camp — pour s'affirmer partisans convaincus d'une discipline librement consentie, appuyée sur le bon vouloir de tous, d'une discipline des cœurs, d'une discipline à la française.

Les départs en transport sont

insignifiants ; malgré l'incessant et considérable mouvement des arrivées et des départs dans ce camp de passage.

Peu de Français travaillent longtemps dans les mauvais kommandos du camp et surtout durant ces tout derniers mois, le passage du petit au grand camp (où les conditions d'existence sont bien meilleures) s'effectue avec assez de rapidité.

Enfin, et c'est sans doute la chose essentielle, le collectif français, uni politiquement et moralement, ayant vu son unité renforcée par la mise en commun des colis arrivant de France, d'accord pour rester fortement soudé après le retour dans la Patrie, est prêt et décidé, si besoin est, aux ultimes batailles qui assureront sa libération.

Rapport de la Commission clandestine d'Enquête

C. - CONCLUSION

(Suite de la page 7)

La commission d'enquête a jugé nécessaire de mettre en relief la réalité des services rendus par le C.I.F. et la section française du Parti Communiste aux patriotes français de toutes tendances, afin de répondre d'une manière définitive aux insinuations et propos malveillants que quelques mauvais et très rares éléments du collectif essaient de répandre sur le Parti Communiste et le Comité des Intérêts Français.

La commission dénonce le but évident de désunion ainsi poursuivi et qui ne manquerait pas, s'il était atteint, d'avoir les plus mauvaises répercussions quant aux conditions de vie que connaissent maintenant les Français.

La commission signale combien ces conditions sont infiniment supérieures à tout ce qui existe dans les autres camps et ceci établi par les témoignages formels de tous ceux qui ont passé dans les camps de Dachau, Auschwitz, Dora, Sachsenhausen, etc., etc.

La commission d'enquête se plaît à reconnaître que les déte- nus politiques allemands, respon- sables de l'administration de Bu- chenwald ont grandement facilité la tâche des communistes fran- çais et que, du jour où les malen- tendus existant entre Allemands et Français furent aplanis, ils firent l'impossible pour accorder la plus large audience aux revendica- tions françaises présentées et défendues par la section commu- niste.

La commission d'enquête consta- te que le Comité des Intérêts Français et la section française communiste ont soigneusement préservé et entretenu l'unité mo- rale de tout le collectif qu'ils con- tinuent l'un et l'autre à être vigi- lants et impitoyables envers ceux qui, imprégnés d'un esprit patrio- tique et pour la poursuite d'intérêts particuliers et égoïstes n'ayant rien à voir avec ceux du collectif

et de la France, tentent de pour- suivre leurs manœuvres de divi- sion et de désunion.

La Commission d'Enquête, consta- te que le C.I.F. et le P.C., im- imprégnés du sentiment que la Libé- ration est proche, mais qu'elle peut nécessiter encore un terrible effort de volonté de la part de tous les Français, donc exiger une unité et une discipline absolue, ont justement intensifié leurs ef- forts et leur propagande pour faire du collectif français un ensemble mieux groupé, plus uni, plus fort, aux préoccupations hautement élevées, à l'idéal patriotique plus élevé; un collectif décidé à mettre au service de la France et de la démocratie, dès sa rentrée dans la Patrie, ses forces phy- siques, morales et spirituelles pour l'œuvre de reconstruction à en- treprendre dans le cadre de l'ac- tion définie par le Conseil Nation- al de la Résistance, véritable ex- pression des désirs et des volontés du Peuple Français.

Buchenwald, le 31 mars 1945.

SIMONIN,
Président
de la Commission Journaliste
Président
du Groupement de Résistance
« Franche-Comté ».

Jean LLOUBES,
Commis des P.T.T.,
Délégué du Parti Communiste
Français.

La Commission d'Enquête
du Comité des Intérêts
Français :

FLEUREY,
Chef-pilote
du port de Bordeaux,
Président zone sud
du Groupement de Résistance
« C.N.D. »

DE CHALVRON,
Consul de France,
Président du Groupement
de Résistance « N.A.P. »

JACQUEMARD,
Instituteur,
Représentant du Front National.

Délibération du C.I.F. sur les travaux et conclusions de la commission d'enquête dans le camp

Le C.I.F. prend acte du rapport et des conclusions d'ensemble de la Commission d'enquête qu'il avait chargée de toutes les investigations possibles relativement au climat moral régnant dans le camp et, le cas échéant, de fixer les responsa- bilités qui pourraient en incom- ber à l'organisation communiste du fait de l'influence qu'elle pos- sède dans le camp.

Le C.I.F. remercie ladite Com- mission d'enquête, composée d'hom- mes de la Résistance, les uns et les autres dirigeants ou membres in- fluents de grandes organisations combattantes françaises combat- tantes dont l'autorité morale est unanimement reconnue dans le camp, des efforts qu'ils ont fournis pour remplir leur mission.

Le C.I.F. marque, en outre, sa satisfaction de voir réduites à néant les calomnies imbéciles et dé- pourvues de toutes possibilités d'ex- cuses, lancées dans le camp par quelques individualités en mal de préoccupations politiques d'avenir, contre l'une de ses principales or- ganisations chargée de sa repré- sentation et constituant son principal moyen d'action.

Le représentant du P.C.F. au C.I.F. tient à souligner à nouveau que les résultats appréciables que l'organisation dont il est le délé- gué a pu enregistrer, sont dus au magnifique esprit d'unité qui a animé les représentants de toutes les grandes organisations constitu- tives du Comité Français.

C'est cette grande puissance d'unité qui a donné à la repré- sentation française l'autorité utile pour résoudre de mieux en mieux toutes les questions touchant aux intérêts particuliers ou d'ensemble des membres du collectif.

Au seuil de la Libération, le C.I.F. tient à remercier de leurs sentiments d'union, de leur dévoue- ment; tous ces délégués qui, au mépris du risque de pendaison, ont voulu, ici, regrouper les éléments appartenant à leurs organisations en France, afin de leur conserver l'esprit d'organisation, l'esprit d'abnégation et de sacrifice, en un mot, l'esprit français qui les avait animés sur le sol de la Patrie.

Ils ont ici, en se faisant les as- sociés des défenseurs du collectif français, continué à servir la cause d'une France courageuse et fière qui veut, à tout prix, se relever dans les moindres détails et mériter la grande place de nation d'avant- garde qui sera la sienne dans un demain immédiat.

Le C.I.F. tient à remercier cha- queunement son président, le co- lonel Manhès qui, dès son arrivée dans le camp, sans moyens et au milieu des plus grandes difficultés s'est, avec quelques camarades de la Résistance, multiplié pour dé- fendre les Français personnellement maltraités ou agressés et pour don- ner aux membres des différentes organisations françaises le désir de se grouper; colonel Manhès qui, ayant par la suite pris les contacts utiles, s'est associé et a participé de toutes ses forces à l'action me-

née par l'organisation communiste contre les coups et pour le respect du collectif français, par les autres nationalités et par les autorités du camp.

Et qui, plus tard, ayant approu- vé l'intérêt unitaire des proposi- tions de l'organisation communiste pour la modification indispensable de structure de C.I.F., s'est, aux côtés du P. C. et des autres cama- rades de l'organisme central, em- ployé de toutes ses forces à réunir et à maintenir ensuite absolument coordonnées toutes les organisa- tions de la résistance du camp.

A l'instant précis où les circons- tances posent d'autres problèmes, le C.I.F. réaffirme, en même temps que son unité absolue, la solidarité de tous ses membres à l'égard de l'organisation communiste qui, comme moyen d'action du C.I.F., a été appelée à assumer les princi- pales responsabilités de la lutte con- due dans le camp par mandat du C.I.F. en faveur de tous les inter- nés.

En ce début d'avril 1945, l'heure a sonné où des tâches nouvelles at- tendent les membres du C.I.F. de Buchenwald.

Ils font le serment solennel de rester fraternellement unis dans l'action nouvelle qui les attend. Combattants ils étaient, combat- tants ils sont restés, et ils attendent avec impatience l'instant pré- cis où ils pourront reprendre leur place dans la lutte active antifas- ciste, dans la lutte pour un monde nouveau.

2 avril 1945.

THOMAS, JAFFETEUX, VAUTIER,
DARSONVILLE, Marcel PAUL,
MANHES.

Au hall XI les fusils arrivaient sur des chariots-patreliers par ving- taines. Ils étaient entièrement montés, prêts pour l'examen au stand de tir. Les tireurs d'élite étaient essentiellement des militaires (S.S. ou non) disponibles mais il y eut cependant des détenus appelés à ce travail, dont deux Français nos camarades N. et M., qui réussirent au gros travail de sabotage simple- ment en faussant le tir. Après cette opération, chaque fusil recevait sa cible portant cinq balles, des civils allemands effectuaient une sélection. Les bons fusils (d'après la cible) étaient rangés sur des chariots et les mauvais sur d'autres mais tous les chariots passaient ensemble dans le grand atelier du hall où s'effectuait le graissage, le contrôle, l'emballage des « bons » fusils et la ré- vision des mauvais lesquels, après réparation, retournaient à nou- veau sur les chariots au stand de tir... etc., etc... Ce transbordement de chariots, effectué seulement par des détenus, entraînait un va- cuit-vient incessant et un enchevê- trement de « bons » et de « mau- vais » chariots d'où très grandes possibilités de sabotage et de frein- age. Il n'était pas rare qu'un même chariot fasse inutilement huit à dix fois le voyage dans les deux sens et que de bons fusils finissent par devenir mauvais ou vice-versa.

Les mauvais fusils, c'est-à-dire ceux qui avaient donné des résul- tats non satisfaisants au tir (ou considérés comme tels étant donné les « échanges standards » et le travail de nos tireurs) étaient dirigés vers l'atelier de révision où se trouvaient des Russes, des Po- lonais et une vingtaine de Fran- çais (j'étais du nombre). Aucun de ceux-ci n'étaient ajusteur ou armurier de métier. Certains même, comme moi, n'avaient ja- mais touché une lime de leur vie. Les « reviseurs » c'était donc nous sous la surveillance de trois ou quatre ouvriers civils alle- mands de Weimar et d'un meister (contremaître) grand et maigre, vieux membre du Parti Nazi, âgé d'une soixantaine d'années. Le souci de ce meister était de voir tout son personnel penché sur l'étau ou remuant les chariots.

Parfois on manquait de fusils, il exigeait cependant qu'on ait l'air de faire quelque chose. On s'efforçait de lui donner satisfac- tion sur ce point... mais nous nous arrêtons dès qu'il avait le dos tourné. Son équipe travaillait donc, il s'en faisait gloire et hon- neur et se pavait dans l'atelier avec son insigne à croix gammée à la boutonnière. Pendant ce

COMMENT

nous avons aidé au sabotage de la machine de guerre hitlérienne

IV^e PARTIE

(Voir bulletins de Mars, Juillet et Octobre 1952)

temps, le ventre creux rappelons- le, nous exerçons nos talents d'ar- murier. En principe notre fonction consistait à rectifier les fusils après avoir examiné les cibles portant les cinq balles trop haut, etc... Pour être fait correctement ou trop bas, ou trop à droite, etc... ce travail ne demandait, outre une certaine expérience, qu'un peu de jugement et de doigté. Il fallait savoir agir avec délicatesse sur la hausse, le guidon et avec pru- dence sur le verrouillage de la culasse. Tout autre moyen était interdit; pourtant nous en prati- quions qui, je dois le dire ici, nous ont été enseignés par un vieil ou- vrier de Weimar travaillant avec nous à la même besogne et au- quel nous pouvons rendre hom- mage. Exemple : exercer une pres- sion énergique sur le canon au moyen de l'étau comme pour plier une barre de fer. Ce moyen appli- qué à un fusil tirant trop haut revenait inévitablement le lende- main tirant trop bas. Bien en- tendu avant de procéder de la sorte il était préférable de jeter un coup d'œil pour voir si un S.S. ou le meister ne traînaient pas dans les environs. On peut aussi rectifier provisoirement le tir d'un fusil en appliquant un solide coup de marteau ou de maillet à l'en- droit de l'embouchoir, de côté ou de face, selon les cas.

On peut encore obtenir de sé- rieuses modifications en limant ou meulant plus ou moins copieuse- ment les rampes de la boîte de culasse. Sans nul doute cette der- nière façon d'opérer améliorerait le tir mais avait par contre une in- fluence néfaste sur l'existence même du fusil. Nous avions un faible (ou un fort) pour ce pro- cédé fatal aux fusils qui, de plus, avait l'avantage d'être moins spectaculaire que les deux moyens précédemment cités. On y allait de bon cœur. Notre brave vieux de Weimar, ne mouchardait pas, an- ciens combattant de la guerre 14-18 il avait déjà deux fils tués à celle-ci, il fermait les yeux, mais il avait peur pour nous (et sans doute aussi pour lui) et nous di- sait parfois à dix basse « Achtung Kréma um ». Une

fois nous avions, avec le cama- rade B... de Draveil, bousillé 260 fusils en deux jours. On avait été un peu fort. En arrivant le matin tous ces fusils destinés à la ferraille étaient rangés sur des chariots devant notre établi. Un S.S. du stand de tir, était là avec le meister, ils nous attendaient, l'air féroce. Notre meister piqua une crise terrible, cria, jura, nous rudoya et menaça de nous faire pendre. Il dit aussi que les Fran- çais étaient des êtres dégénérés, des incapables des « chiens de cochons » (schweinhund), etc... Heureusement, ajouta-t-il, que je suis là et qu'avec moi il faut marcher droit.

A la suite de cette affaire qui faillit nous coûter cher nous avons quelque peu modifié notre techni- que, de manière à poursuivre notre petit sabotage systématique tout en évitant si possible la cravate



de chanvre. Quoi qu'il en soit, notre production se situa toujours, tant au point qualitatif que quan- titatif, dans les limites extrêmes de la médiocrité. Comment en au- rait-il été autrement si l'on consi- dère notre faiblesse physique (et professionnelle) d'une part et d'autre part notre moral de pa- triotes et d'antifascistes qui, lui, était à toute épreuve.

Nous voici maintenant au der- nier stade du travail à la Gustlow. Les fusils essayés et mis au point sont soumis à la commission mi- litaire de contrôle des services de l'Armée. En fait cette commission était représentée par un lieute- nant ou un sous-officier de la Wehrmacht lequel disposait d'une dizaine de détenus. En juin-juillet



lement et collectivement; ce fut véritablement une belle participa- tion au sabotage de la machine de guerre hitlérienne.

Nous arrivons au terme de notre petite inspection au Kommandos Mibau et Gustlow. Cependant, je ne voudrais pas terminer sans ci- ter deux aspects importants de notre activité patriotique et résis- tante liés à tout ce qui précède.

Le premier est le suivant : C'est que les fusils refusés par la Com- mission militaire et qui, comme on l'a vu, n'étaient pas nécessai- rement les plus mauvais étaient stockés dans une annexe du hall 11. Ce stock était parfois important. De temps à autre une partie en était prélevée pour le démontage et récupération des pièces. Nos camarades étaient particulièrement attentifs à la tenue de ce stock. Adroitement un tri s'effectuait, mais un vrai celui-là. De bons fusils étaient tenus là en réserve... et avec des munitions encore. Parfaitement, en réserve pour l'organisation mi- litaire clandestine internationale du camp, pour la B.F.A.L. On y a veillé jalousement jusqu'au jour du bombardement où tout a sauté en l'air. Evidemment, on a rien regretté, trop heureux de voir l'usine démantelée. D'ailleurs tout n'a pas été perdu. C'est pré- cisément le bombardement qui a permis une récupération d'armes par nos camarades allemands; quelques centaines de fusils qui rentrèrent au camp, y furent ca- chés et entretenus pendant des mois et firent bon usage le 11 août 1945.

Le deuxième aspect est fort dif- férent. Je le commenterai peu. Nous poursuivions aussi à Bu- chenwald une activité culturelle et artistique (dont nous reparle- rons) qui contribua aussi grandement à élever notre moral, notre enthousiasme dans la lutte. Nous avions des poètes, des musiciens, des peintres. Mais pour un peintre, par exemple, la difficulté s'était d'avoir du matériel, bien entendu pas question de chevalet, de tubes de couleurs à l'huile, et de toile, mais au moins des crayons, du papier, etc... Je terminerai donc en indiquant que l'œuvre magni- fique de notre camarade Boris Taslisky « Les 111 Dessins de Bu- chenwald » préfacée par Julien Caen a été en grande partie exé- cutée sur le revers des cibles de la Gustlow que lui fournissaient nos camarades du stand de tir.

A Buchenwald nous avons porté haut le drapeau de la France.